

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C – 2004/27120]

22 AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Malmédy-Saint-Vith en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle à Amblève (Recht) en extension de la zone d'activité économique existante de Kaiserbaracke (planche 56/2N)

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 22, 23, 30, 35, 37 et 41 à 46 et 115;

Vu le Schéma de développement de l'espace régional (SDER) adopté par le Gouvernement le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 novembre 1979 établissant le plan de secteur de Malmédy-Saint-Vith, notamment modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 mai 1991;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2002 décidant la révision du plan de secteur de Stavelot-Malmédy-Saint-Vith et adoptant l'avant-projet de modification de ce plan en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle à Amblève (Recht) en extension de la zone d'activité économique existante de Kaiserbaracke (planche 56/2N);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2003 adoptant le projet de révision du plan de secteur de Stavelot-Malmédy-Saint-Vith en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle à Amblève (Recht) en extension de la zone d'activité économique existante de Kaiserbaracke (planche 56/2N);

Vu les réclamations et observations, émises lors de l'enquête publique qui s'est déroulée à Amblève entre le 1^{er} novembre 2003 et le 15 décembre 2003, qui portent sur les thèmes suivants :

- les documents d'orientation et procédures réglementaires;
- le recentrage de l'urbanisation;
- l'économie et l'emploi;
- l'impact foncier sur l'habitat riverain;
- l'impact paysager et environnemental;
- les activités admissibles dans la zone;
- les nuisances sonores;
- l'accessibilité et la multimodalité;
- la localisation du projet;
- la gestion des eaux;
- le tourisme;

Vu l'avis favorable du conseil communal de Amblève du 29 décembre 2003;

Vu l'avis favorable relatif à la révision du plan de secteur de Stavelot-Malmédy-Saint-Vith en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle à Amblève (Recht) en extension de la zone d'activité économique existante de Kaiserbaracke (planche 56/2N) émis par la CRAT le 12 mars 2004;

Vu l'avis défavorable rendu par le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable en date du 4 mars 2004;

Validation de l'étude d'incidences

Considérant que, dans sa décision du 18 septembre 2003, le Gouvernement a estimé que l'étude d'incidences comprenait la totalité des éléments nécessaires à l'appréciation de l'opportunité et de l'adéquation du projet et l'a dès lors considérée comme complète;

Considérant que la CRAT estime l'étude d'incidences de bonne qualité même si elle relève certaines lacunes et erreurs matérielles;

Considérant que le CWEDD estime que l'étude est de qualité satisfaisante quoiqu'il regrette de ne pas disposer de certaines informations ou commentaires;

Considérant que ces éléments complémentaires identifiés par la CRAT et le CWEDD ne font pas partie du contenu de l'étude d'incidences tel que défini par l'article 42 du CWATUP et par le cahier spécial des charges; que leur absence n'est pas de nature à empêcher le Gouvernement de statuer en connaissance de cause sur l'adéquation et l'opportunité du projet;

Considérant qu'il est pris acte des erreurs matérielles qui sont sans incidence sur le contenu de l'étude;

Considérant, en conséquence, que l'étude d'incidences rencontre le prescrit de l'article 42 du CWATUP et du cahier des charges; que le Gouvernement est suffisamment informé pour statuer en connaissance de cause;

Adéquation du projet aux besoins

Considérant que l'objectif du Gouvernement est de répondre, à bref délai, aux besoins d'espace nécessaire à l'activité économique, estimés à l'horizon 2010;

Considérant que, sur la base d'un rapport établi par la DGEE et de l'analyse qu'il en a faite, le Gouvernement a, par son arrêté du 18 octobre 2002, considéré que le territoire de l'Intercommunale Services Promotion Initiatives (SPI+) devait être divisé en six sous-espaces : le centre, le Nord-Est (région de Verviers et d'Eupen), le Sud-Est (région de Malmédy et Saint-Vith), le Nord-Ouest (région de Waremme et Hannut), le Sud-Ouest (région de Huy) et le Sud (région d'Aywaille); qu'il a considéré que la région de Malmédy-Saint-Vith présentait, globalement, des besoins à dix ans en terrains destinés à l'activité économique estimés à quelque 56 hectares de superficie nette, auxquels il convenait d'ajouter forfaitairement 10% de superficie nécessaire à l'équipement technique de la zone, soit une superficie de quelque 62 hectares à inscrire en zone d'activité économique;

Considérant que l'étude d'incidences a remis en cause cette analyse : le découpage de la DGEE serait flou et se baserait sur la carte « synthèse des résultats économiques » de l'atlas de Wallonie préparé par la CPDT;

Considérant que l'étude a conclu qu'il convenait d'élargir le territoire de référence de quelques communes contiguës relevant du même opérateur de développement économique : ont été ajoutées les communes de Malmédy, Stavelot, Trois Ponts et Waimes;

Considérant qu'elle a également revu à la hausse les besoins de ce territoire de référence redéfini entre 100 et 160 hectares de superficie brute;

Considérant que le CWEDD remet en cause la spécialisation de la zone pour un secteur d'activité qu'il considère en déclin et, conséquemment, l'évaluation des besoins;

Considérant, par contre, que la CRAT se rallie à la validation des besoins opérée dans l'étude d'incidences pour le territoire de référence tel que défini par l'auteur de l'étude;

Considérant que le Gouvernement estime que doit aussi être prise en compte pour évaluer ces besoins, sa politique volontariste de promouvoir l'activité économique sur certaines parties du territoire régional;

Validation du projet

Considérant que l'arrêté du 18 octobre 2002 est fondé sur le fait qu'afin d'assurer un maillage correct de cette région, il convient de réserver de nouveaux espaces à l'activité économique dans les sous-régions de Saint-Vith et Stavelot-Malmédy;

Considérant que l'étude d'incidences estime fondée l'option de l'avant-projet de plan modificatif en ce qu'il vise l'inscription d'une zone d'activités économiques de 33 hectares sur le territoire de la commune d'Amblève, en vue de permettre l'accueil d'entreprises industrielles de grandes dimensions et d'entreprises liées à la filière bois ou à l'agro-alimentaire; que le renforcement de cette spécialisation, déjà présente sur le site, justifie une implantation dans les Hautes-Fagnes, en dehors d'un pôle du SDER;

Considérant que la CRAT ne remet pas en cause cette analyse;

Examen des alternatives de localisation, de délimitation et de mises en œuvre

Considérant que, conformément à l'article 42, alinéa 2, 5° du Code wallon et au cahier spécial des charges, l'étude d'incidences a procédé à la recherche d'alternatives; que ces alternatives peuvent porter sur la localisation, la délimitation ou encore la mise en œuvre de la zone à inscrire au projet de plan de secteur;

Considérant qu'aucune alternative de localisation n'a pu être dégagée; qu'en outre, l'étude d'incidences n'a pas permis de mettre en évidence des alternatives de délimitation de l'avant-projet;

Considérant qu'un réclamant estime qu'il existe d'autres terrains plus adéquats, et dont la mise en œuvre ne présenterait aucune gêne pour personne, à proximité de la route, en direction de Saint-Vith; que cependant l'étude d'incidences a considéré comme critère majeur de recherche d'alternative de localisation la nécessité d'établir des synergies avec des entreprises existantes sur ou à proximité du site, et dans le même secteur d'activités;

Considérant que la CRAT relève que la réclamation n'est pas accompagnée d'une carte permettant de localiser et d'apprécier la proposition du réclamant; qu'elle estime que la localisation retenue par le Gouvernement est pertinente;

Considérant qu'il résulte donc de cette étude comparative que la solution la meilleure pour rencontrer les objectifs poursuivis par le Gouvernement consiste à retenir le projet tel que suggéré par l'auteur de l'étude d'incidences;

Prise en considération des recommandations générales du CWEDD

Considérant que le CWEDD a émis, dans ses différents avis, une série de considérations générales relatives à la procédure de révision et de recommandations générales relatives à la mise en œuvre éventuelle des projets;

Considérant que, tout d'abord, il estime que le travail d'évaluation effectué pour la réalisation du plan prioritaire ne sera pertinent que si l'implantation des infrastructures est conditionnée par une nouvelle évaluation des incidences propre au groupement des entreprises; qu'il demande que, lors de l'implantation des établissements, une évaluation environnementale soit réalisée par phase d'occupation de la zone d'activité afin d'avoir une vision globale à l'échelle de celui-ci;

Considérant que le CCUE dont la réalisation est imposée par l'article 31bis du CWATUP aura une durée de validité de dix années maximum; que son renouvellement impliquera nécessairement un nouvel examen de la situation et permettra d'adapter ses dispositions à l'évolution qui aura été constatée sur le terrain et aux données complémentaires qui auront été recueillies dans l'intervalle; que, le cas échéant, ce réexamen sera l'occasion d'initier les procédures de réaffectation ou de changement d'affectation qui apparaîtraient opportunes; que cette procédure permettra donc de rencontrer largement la suggestion formulée par le CWEDD;

Considérant que, ensuite, le CWEDD rappelle ses recommandations relatives aux relations entre la mobilité, les transports et l'aménagement du territoire; qu'il se réjouit de l'imposition, par la voie du CCUE, de la réalisation de plans de mobilité, qui permettront de favoriser l'usage de modes doux et des transports en commun; qu'il insiste pour que la circulation piétonne et cycliste soit sécurisée dans les nouvelles zones d'activité économique;

Considérant que cette suggestion paraît opportune; qu'il y a lieu d'imposer que cette sécurisation fasse partie des impositions que devra contenir le CCUE;

Considérant, pour le surplus, que le souhait de voir les nouvelles zones d'activité économique desservies par les transports en commun n'est pas en contradiction avec la politique menée par le Gouvernement; que le réseau des TECs wallons est organisé de telle manière que soient desservis les principaux lieux du territoire générateurs de trafic et que, comme il est essentiellement routier, il est aisément adaptable en fonction de l'évolution des lieux générateurs de flux, sans investissements significatifs; que, d'autre part, vu son coût structurel, le chemin de fer n'est une solution pertinente aux problèmes de mobilité que pour les longues distances et pour des volumes importants; que, dès lors, pour la plupart des besoins individuels de transport des PME qui seront appelées à s'établir dans les nouvelles zones d'activité économique créées, le chemin de fer ne peut être utilisé que combiné avec d'autres moyens de transport, utilisant essentiellement la route; que c'est donc par une intermodalité rail-route, qui sera intégrée dans les plans de mobilité imposés par les CCUE, que les objectifs de mobilité durable définis par le CWEDD pourront être atteints;

Considérations particulières

Considérant qu'il convient d'avoir égard aux éléments particuliers suivants :

— Documents d'orientation et procédures réglementaires

Des réclamants contestent le respect des documents d'orientation et des procédures réglementaires.

En ce qui concerne la procédure d'enquête publique, l'Administration communale d'Amblève a procédé à un double affichage en langue allemande et française comme prévu par la loi.

En ce qui concerne le respect de l'article 116 du Code forestier, il ne concerne que les scieries à bois dont il soumet l'implantation dans l'enceinte ou à moins de 250m d'une forêt ou de bois domaniaux à autorisation du Ministre de l'agriculture. Il ne remet donc pas en cause le présent projet.

En ce qui concerne la contradiction avec la page 58 du SDER, le CCUE veillera à renforcer l'identité culturelle et territorial du lieu par un traitement adéquat du paysage.

En ce qui concerne la carte schématique des zones d'intérêt biologique, présentée dans le SDER, comme l'ont souligné l'étude d'incidences et la CRAT, elle ne constitue qu'une ébauche de ce qui pourrait devenir, éventuellement, un jour, une carte de la structure écologique de la Région wallonne. Elle n'a donc, à ce stade, aucune valeur contraignante. A l'inverse, par sa décision du 26 septembre 2002, le Gouvernement a proposé à la Commission européenne 231 sites d'intérêt communautaire couvrant 217.672 hectares environ, éligibles au sens de la directive « Habitat » CE/92/43. Cette désignation de sites Natura 2000 préfigure la structure écologique régionale.

— Recentrage de l'urbanisation

Concernant le caractère excentré de la zone par rapport au centre urbain, en réponse à des réclamations et remarques du CWEDD, comme le Gouvernement l'avait déjà relevé dans l'arrêté du 18 octobre 2002, il convient de noter que :

- si le projet ne participe pas au recentrage de l'urbanisation, il est dédié à l'accueil d'entreprises fortes consommatrices d'espaces ou générant des nuisances importantes, notamment par le trafic induit. De telles activités ne doivent pas se localiser dans un environnement urbanisé.
- le projet de parc d'activité économique vise l'accueil d'activités fortes consommatrices d'espaces ou générant des nuisances trop importantes, notamment par le trafic induit, pour se localiser dans un environnement urbanisé.
- le site d'Amblève (Recht), eu égard à sa proximité de la E42, présente les caractéristiques appropriées à l'accueil d'entreprises générant un charroi plus important et ayant besoin de plus grandes surfaces que la zone d'activité économique de Saint-Vith II, occupée par des entreprises de petite et moyenne dimension.
- le projet se greffe sur une urbanisation existante, en ce qu'il vise l'extension d'une zone d'activité économique existante, ce qui permet l'établissement de synergies avec les entreprises en place et une meilleure utilisation des équipements disponibles sans renforcement significatif.
- Economie et l'emploi

En ce qui concerne le taux d'emplois à l'hectare, le Gouvernement considère que dans ce secteur d'activité, il est normal que le taux d'emplois à l'hectare soit inférieur à celui d'autres secteurs.

— Impact foncier sur l'habitat riverain

L'évolution de la valeur des terrains semble difficile à prévoir; les possibilités de réalisation d'un bien sont variées et, pour une même affectation, des caractéristiques différentes peuvent être appréciées de façon variable.

— Impact paysager et environnemental

Le projet ne porte atteinte :

- ni à un élément protégé par la législation sur la conservation de la nature;
- ni à un élément classé du patrimoine culturel immobilier;
- ni à un périmètre d'intérêt paysager;

S'il est situé en milieu forestier, le projet ne porte, cependant, pas atteinte aux parties les plus caractéristiques du milieu naturel environnant; les parties concernées par le projet ne présentent qu'un intérêt forestier limité et elles sont d'ailleurs déjà fortement déboisées. Enfin cet impact est très marginal par rapport à la superficie forestière dans le territoire de référence, au regard du nombre d'emplois créés (l'impact socio-économique du projet devrait se traduire par la création de quelque 280 postes de travail sur le site) et du développement économique induit par sa localisation et les atouts ci-avant énumérés.

Concernant les réclamations émises, d'une part et l'avis du CWEDD d'autre part, à propos :

- des effets secondaires des aménagements sur l'environnement, examinés sur le long terme,
- de la déforestation de la crête Nord de l'axe forestier Bütgenbach-Saint-Vith,
- de la construction de bâtiments sur les crêtes,
- de la continuité boisée de la ceinture forestière, surtout en ce qui concerne la partie Sud du site,
- de l'atteinte à l'intérêt touristique de la zone,
- de l'atteint au paysage typique des Ardenne,

comme le suggère la CRAT, le Gouvernement impose que le CCUE détermine, de manière explicite, les mesures d'aménagements paysagères qui contribueront à intégrer la zone aux espaces bâtis et non bâtis existants.

— Activités admissibles

Concernant la spécialisation de la zone, même si un réclamant estime que les termes énoncés dans la prescription supplémentaire sont peu précis, la CRAT se rallie à la volonté du Gouvernement de renforcer, in situ, une spécialisation existante de la filière bois, dont la localisation au sein des Hautes Fagnes, est pertinente vu la proximité de la ressource.

— Nuisances sonores

Concernant les réclamations relatives aux nuisances sonores engendrées par le trafic et qui seraient augmentées du fait de l'abattage d'arbres pour la mise en œuvre de la zone, le CCUE devra déterminer les mesures utiles à prendre pour atténuer ces nuisances, notamment vis-à-vis des riverains.

— Accessibilité et multimodalité

Si la zone n'est plus raccordée au rail, les entreprises admises à s'y implanter pourront utilement bénéficier des services des plates-formes multimodales de Liège-Bierset et Liège Renory;

L'étude d'incidences relève que le projet renforcera le trafic vers l'accès à la E42 par la N659.

Pour des raisons de sécurité, elle propose que l'accès à la zone soit réalisé à partir de la RN659 et que la jonction de celle-ci avec la RN62 soit réaménagé.

Le CCUE étudiera la façon la plus adéquate de solutionner les problèmes de circulation, sur et à l'extérieur du site, en permettant l'adjonction du trafic supplémentaire généré par l'implantation de la ZAE.

— Régime des eaux

Concernant la protection des sources d'une part, et la protection des nappes, la gestion des eaux usées d'autre part, le CCUE devra déterminer les mesures de protection et de gestion à respecter vu la très bonne qualité des cours d'eau, afin de garantir la maîtrise du rejet des eaux de ruissellement et des eaux résiduelles issues des processus de production.

— Tourisme

Un réclamant estime que le projet ne tient pas compte de la vocation touristique des Hautes Ardennes et que la construction de bâtiments sur les crêtes aura un impact sur le tourisme.

Le Gouvernement constate que, à l'heure actuelle, les alentours urbanisés du site en dévalorisent déjà l'aspect. Pour améliorer cette situation, le CCUE veillera à garantir l'isolement de la zone existante et de la zone nouvelle et leur intégration au contexte bâti et non bâti, ce qui permettra de ne pas porter atteinte à l'intérêt touristique de la région et d'améliorer la perception actuelle du site.

Mesures d'accompagnement

Considérant que l'article 46, § 1, al. 2, 3° du CWATUP prévoit que l'inscription d'une nouvelle zone d'activité économique implique soit la réaffectation de sites d'activités économiques désaffectés, soit l'adoption d'autres mesures favorables à la protection de l'environnement, soit une combinaison de ces deux modes d'accompagnement;

Considérant que les mesures d'accompagnement doivent être fonction, d'une part, de la qualité environnementale intrinsèque du périmètre affecté à l'urbanisation et, d'autre part, de l'apport objectif de ces mesures d'accompagnement;

Considérant que la réhabilitation de sites d'activité économique désaffectés reste une partie importante de ces mesures d'accompagnement environnementales;

Considérant que le Gouvernement retient, dans le cadre des mesures d'accompagnement à la présente révision du plan de secteur, la réaffectation d'un certain nombre de sites d'activité économique désaffectés;

Considérant que, dans l'évaluation de la proportion entre les mesures d'accompagnement et les projets d'inscription de nouvelles zones d'activités économiques, il est raisonnable de tenir compte, d'une part, de l'impact différencié de la réhabilitation des sites d'activité économique désaffectés selon leur localisation et leur contamination, d'autre part, de l'impact environnemental de la création d'une nouvelle zone d'activité économique, qui varie selon ses caractéristiques et sa situation; qu'ainsi, il apparaît que, dans le respect du principe de proportionnalité, une réhabilitation lourde doit peser plus que la réhabilitation d'un site moins pollué, que l'impact des mesures favorables à l'environnement doit être apprécié en fonction de l'effet que l'on peut raisonnablement en attendre et que ces mesures doivent être d'autant plus, ou moins, importantes, que la création de la zone nouvelle à des impacts considérables, ou moins considérables, sur son environnement;

Considérant qu'en l'occurrence, à défaut de disposer des éléments permettant d'objectiver les facteurs permettant d'apprécier complètement ces poids et impacts, le Gouvernement juge opportun, à la fois pour respecter sûrement les prescriptions de l'article 46, § 1, al. 2, 3° du CWATUP et dans le souci qui est le sien de promouvoir, autant que cela est raisonnablement possible, la réaffectation de sites d'activité économique désaffectés, d'adopter une interprétation stricte de ce texte, et de respecter une clé correspondant approximativement à un m² de réaffectation de SAED pour un m² d'espace non urbanisable dorénavant affecté à l'activité économique (sous déduction cependant des surfaces antérieurement affectées à l'activité économique et qui sont reclassées en zones non urbanisables);

Considérant que l'accompagnement prévu par l'article 46, § 1, al. 2, 3° du CWATUP peut s'apprécier au niveau régional; que le présent projet s'inscrivant dans un plan prioritaire visant à doter l'ensemble de la Région d'espaces nouveaux destinés à l'activité économique, la clé susdite peut donc être appliquée de façon globale, la compensation pouvant s'effectuer entre l'ensemble des surfaces distraites de zones non urbanisables pour être affectées à l'activité économique (sous déduction cependant des surfaces antérieurement affectées à l'activité économique et qui sont reclassées en zones non urbanisables), d'une part, et l'ensemble des surfaces de SAED réaffectés, d'autre part;

Considérant cependant, que, dans un souci d'équité géographique distributive, il paraît opportun, comme les nouveaux espaces que le plan prioritaire destine à l'activité économique sont répartis sur le territoire de toute la Région, de veiller à ce que les SAED soient aussi répartis de façon équilibrée;

Considérant que, pour assurer cet objectif, la Région a été divisée en cinq secteurs équilibrés et géographiquement homogènes; que le présent projet a donc été versé dans un ensemble de projets (Stavelot – Ster, Saint-Vith, Theux – Laboru, Neufchâteau – Longlier et La Roche-en-Ardenne – Beausaint);

Considérant qu'au titre de mesures d'accompagnement, le Gouvernement décide de prendre en compte la réaffectation des sites suivants :

| | |
|---------------------|--|
| — ARLON | Etablissements Neu |
| — BERTRIX | Atelier SNCB |
| — BOUILLON | Centre de santé |
| — EUPEN | Abattoir d'Eupen |
| — EUPEN | Filature Peters |
| — LIERNEUX | Ateliers de réparation SNCV |
| — MALMEDY | Cinéma Europe |
| — MALMEDY | Brasserie Lepique |
| — MANHAY | Gare vicinale |
| — MARCHE-EN-FAMENNE | Carrosserie Delooz |
| — MARTELANGE | Ardoisière "an der Laach" |
| — NEUFCHATEAU | Moulin Klepper |
| — STAVELOT | Embouteillage Duk'eau |
| — STAVELOT | Tannerie la Foulerie |
| — THEUX | Moulin Buche |
| — THEUX | Bodart et Gonay |
| — THEUX | Courroierie Lemoine |
| — THEUX | Tannerie Dubois |
| — TROIS-PONTS | Marché couvert à bestiaux |
| — VIELSALM | Les Doyards |
| — WAIMES | Gare de Sourbrodt |
| — WELKENRAEDT | Céramic |
| — LA LOUVIERE | Sars Longchamps 3 et atelier ferroviaire |
| — LA LOUVIERE | Tôleries louviéroises |
| — LA LOUVIERE | Constructions métalliques Charly Gobert |
| — LA LOUVIERE | Ateliers Henin SPRL Spiltoir Rappex Hecq |
| — LA LOUVIERE | Fosse du Bois |

| | |
|-----------------|---|
| — LA LOUVIERE | St-Patrice |
| — LA LOUVIERE | Moulin Dambot |
| — LA LOUVIERE | Ateliers de La Louvière-Bouvy |
| — LA LOUVIERE | Usine Ubell |
| — LA LOUVIERE | Boulonnerie Boël |
| — LA LOUVIERE | Chemin de fer des verreries |
| — LA LOUVIERE | Ligne SNCV 82 Houdeng-Maurage |
| — LA LOUVIERE | Ligne SNCV 90 SNCB 114 Trivières-St Vaast |
| — LA LOUVIERE | Plastiques de la Louve |
| — LA LOUVIERE | Glaverbel |
| — LA LOUVIERE | Idéal standard |
| — LA LOUVIERE | Régies communales |
| — LA LOUVIERE | (Verreries du Mitant des Camps) |
| — PONT-A-CELLES | Arsenal SNCB |
| — LA LOUVIERE | St-Julien |
| — CHARLEROI | n°4 Martinet (cour) |
| — CHARLEROI | n°4 Martinet |
| — CHARLEROI | Acierie Léonard Giot |

qui totalisent une surface au moins équivalente;

Considérant qu'en ce qui concerne les mesures favorables à la protection de l'environnement, comme le CWEDD l'a souligné, l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o du CWATUP ne permet pas d'y inclure les mesures de protection qui s'imposent en application soit du CWATUP, soit d'une autre réglementation en vigueur; que le Gouvernement tient néanmoins à souligner que, dans le souci d'assurer la protection de l'environnement, il a adopté, parallèlement à la réalisation du plan prioritaire dans le cadre duquel le présent arrêté s'inscrit, un nouvel article 31*bis* du CWATUP, imposant que toute nouvelle zone d'activité économique soit accompagnée d'un CCUE qui assure la compatibilité de la zone avec son environnement;

Considérant que, dans le cas présent, le CCUE sera complété par des mesures spécifiques, allant au delà du prescrit de l'article 31*bis* du CWATUP et de sa circulaire d'application du 29 janvier 2004, pour assurer une meilleure protection de l'environnement (l'amélioration de l'intégration urbanistique de l'actuelle zone d'activité économique) : que ces mesures spécifiques doivent être considérées comme des mesures favorables à l'environnement, qui viennent compléter les mesures de réaffectation de SAED, en application de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, du CWATUP;

Considérant qu'il est ainsi plus que largement satisfait à l'obligation imposée par cet article;

CCUE

Considérant qu'en exécution de l'article 31*bis* du CWATUP, un CCUE sera établi préalablement à la mise en œuvre de la zone, suivant les lignes directrices de la circulaire ministérielle du 29 janvier 2004;

Considérant que le CWEDD a émis, dans ses différents avis, une série de recommandations générales relatives à la mise en œuvre éventuelle des projets, notamment en matière de gestion des eaux, de l'air, des déchets des mouvements de terre, de suivi des exploitations agricoles affectées par les projets, de mobilité et d'accessibilité, d'intégration paysagère et d'intégration de la végétation;

Considérant que le Gouvernement avait largement anticipé ces recommandations, d'abord en proposant au Parlement l'adoption de l'article 31*bis* du CWATUP, qui prévoit que les nouvelles zones d'activité économique feront l'objet d'un CCUE, ensuite en définissant le contenu de ce CCUE par la circulaire qu'il a adoptée le 29 janvier 2004;

Considérant que certaines des recommandations formulées par le CWEDD apportent des précisions qui paraissent opportunes, soit de façon générale, soit pour le présent projet, en fonction des caractéristiques qui viennent d'être décrites; qu'elles devront y être intégrées par le rédacteur du CCUE;

Considérant, en conséquence, que le CCUE devra en tout cas contenir les différents éléments ci-dessous énumérés :

- les mesures prises pour permettre un traitement adéquat de la gestion des eaux, en particulier des eaux usées;
- les mesures d'isolement de la zone à créer, notamment pour réduire l'impact visuel dû à la déforestation de la crête Nord;
- les mesures d'aménagements paysagères qui contribueront à intégrer la zone existante et la zone à créer aux espaces bâtis et non bâtis existants
- les mesures relatives à la mobilité, interne et externe à la zone, des biens et des personnes, en ce compris la sécurisation des espaces réservés à la circulation cycliste et piétonne;
- les mesures utiles à prendre pour atténuer les nuisances engendrées par le trafic et qui seraient augmentées du fait de l'abattage d'arbres pour la mise en œuvre de la zone, notamment vis-à-vis des riverains;

Conclusion

Considérant qu'il résulte de l'ensemble de ces développements que le présent projet est le plus apte à pourvoir, dans le respect des objectifs énoncés par l'article 1 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, aux besoins d'espaces destinés à l'activité économique, dans le territoire de référence concerné;

Après délibération;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement adopte définitivement la révision du plan de secteur, qui comprend l'inscription, sur le territoire de la commune d'Ambève (Kaiserbaracke) en extension de la zone d'activité économique existante (planche 56/2N) :

- d'une zone d'activité économique industrielle.

Art. 2. La prescription supplémentaire suivante, repérée *S 20, est d'application dans la zone d'activité économique industrielle inscrite au plan par le présent arrêté : « Ne peut être autorisé dans la zone d'activité économique industrielle repérée *S 20 que l'implantation d'entreprises de grandes dimensions et d'entreprises liées à la filière bois ou à l'agro-alimentaire ».

Art. 3. La révision est adoptée conformément au plan annexé.

Art. 4. Le CCUE, établi conformément à l'article 31bis du CWATUP, comprend en tout cas les différents éléments suivants :

- les mesures prises pour permettre un traitement adéquat de la gestion des eaux, en particulier des eaux usées;
- les mesures d'isolement de la zone à créer, notamment pour réduire l'impact visuel dû à la déforestation de la crête Nord;
- les mesures d'aménagements paysagères qui contribueront à intégrer la zone existante et la zone à créer aux espaces bâtis et non bâtis existants;
- les mesures relatives à la mobilité, interne et externe à la zone, des biens et des personnes, en ce compris la sécurisation des espaces réservés à la circulation cycliste et piétonne;
- les mesures utiles à prendre pour atténuer les nuisances engendrées par le trafic et qui seraient augmentées du fait de l'abattage d'arbres pour la mise en œuvre de la zone, notamment vis-à-vis des riverains.

Art. 5. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 avril 2004

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le plan peut être consulté auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, rue des Brigades d'Irlande 1, à 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale concernée.

L'avis de la CRAT est publié ci-dessous.

Avis relatif au projet de révision du plan de secteur de Malmédy-Saint-Vith en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle à Ambève (Recht) en extension de la zone d'activité économique existante de Kaiserbaracke (planche 56/2N)

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 6, 22, 23, 26, 30, 41 à 46 et 115;

Vu le Schéma de Développement de l'Espace Régional (SDER) adopté par le Gouvernement le 27 mai 1999;

Vu l'Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 novembre 1979 établissant le plan de secteur de Malmédy-Saint-Vith, notamment modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 mai 1991;

Vu l'arrêté du 18 septembre 2003 adoptant provisoirement la révision de la planche 56/2N du plan de secteur de Malmédy-Saint-Vith en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle à Ambève (Recht) en extension de la zone d'activité économique existante de Kaiserbaracke;

Vu les réclamations et observations émises par les particuliers lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 1^{er} novembre 2003 au 15 décembre 2003 inclus et répertoriées comme suit :

1. A. BODARWE et un autre signataire
Lohweg Strasse, 3 - 4780 Recht
2. F. SCHAUER et R. THEISSEN (1^{er} courrier)
Engelsdorfer Strasse, 5 - 4780 Recht
3. F. SCHAUER et R. THEISSEN (2^{ème} courrier)
Engelsdorfer Strasse, 5 - 4780 Recht
4. J. GENGOUX
Nieder-Emmels Strasse, 78 - 4784 Saint-Vith

Vu l'avis favorable du Conseil communal de la commune de Ambève en date du 29 décembre 2003;

Vu le dossier d'enquête publique transmis le 12 janvier 2004, par Monsieur M. FORET, Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement, à la Commission de l'Aménagement du Territoire et mis à la disposition de sa Section Aménagement normatif;

Vu les situations juridiques et existantes du secteur;

La Commission Régionale d'Aménagement du Territoire émet en date du 5 mars 2004 un avis favorable à la modification de la planche 56/2N du plan de secteur de Malmédy-Saint-Vith en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle de 34,4 ha à Ambève (Recht) en extension de la zone d'activité économique existante de Kaiserbaracke accompagnée de la prescription supplémentaire suivante repérée *S 20 : « Ne peut être autorisé dans la zone d'activité économique industrielle repérée *S 20 que l'implantation d'entreprises de grandes dimensions et d'entreprises liées à la filière bois ou à l'agro-alimentaire » sur des terrains inscrits actuellement en zone forestière au plan de secteur;

La CRAT assortit son avis des considérations suivantes :

I. Considérations générales

1. Les besoins

Un réclamant demande sur quelle base est justifiée la rentabilité de l'élargissement d'une zone d'activité car il estime que la région est déjà fort industrialisée : 125 ha à BAELEN, 30 ha à RODT et 31 ha à KAISERBARACKE et ce, malgré les nombreuses erreurs d'affectation soulignées à juste titre dans l'étude PISSART en page 61 : « En dépit d'un plan de secteur dépassé et des faiblesses y relatives et ce, particulièrement en ce qui concerne la prise en compte de l'environnement naturel, un certain nombre de zones qui ne sont pas destinées à une urbanisation sont définies de telle manière que ces zones se voient octroyer une certaine protection ». Il demande s'il ne serait pas plus judicieux d'intégrer le solde du site de Kaiserbaracke existant et de le soumettre une nouvelle fois à évaluation, de manière à pouvoir déterminer si les inquiétudes ne sont pas fondées et si la demande existe réellement face à la crise économique actuelle et à la proximité du Luxembourg ».

La CRAT rappelle que les besoins ont été estimés en 2001 sur base de rapports établis par la Direction Générale de l'Economie et de l'Emploi et la Direction Générale de l'Aménagement, du Patrimoine, du Logement et du Patrimoine concernant les dossiers déposés dans le cadre du plan prioritaire et ce, sur base d'une grille de critères validée par le Gouvernement.

L'étude d'incidences évoque également la procédure « En vue d'estimer les besoins d'espaces nécessaires à l'activité économique à l'horizon 2010, la DGEE a examiné l'état de l'offre et de la demande de terrains. D'une part, la DGEE a retenu, à partir des données disponibles, hors options, dans les parcs d'activité gérés par les opérateurs et ayant fait l'objet d'un arrêté de désignation au sens de la législation sur l'expansion économique, qui représente l'offre disponible. D'autre part, la demande des entreprises à l'horizon 2010 a été établie par extrapolation du taux de vente de référence des 5 années 1996-2000.

Afin de prendre en considération les diversités locales, le territoire de la plupart des opérateurs a été divisé en espaces relativement homogènes du point de vue socio-économique; cette approche amène à nuancer les conclusions tirées de l'évaluation des seules disponibilités globales des opérateurs » (p.9 du Rapport final).

Le territoire de référence déterminé par l'arrêté pour ce projet est constitué par la région sud-est du territoire de la SPI+ : Malmédy et Saint-Vith. La CRAT relève que l'étude d'incidences a revu ce territoire en l'élargissant car « les considérants de l'arrêté insistent sur la nécessité de développer la partie sud-est de la Province de Liège, et en particulier les 5 communes de la partie sud de la Communauté germanophone » (p. 23 du Rapport final). En outre, l'étude d'incidences relève que le commentaire de la DGEE, dans le cadre de son analyse précise que « vu le dynamisme très important de cette région frontalière et l'importance des exportations vers la France et l'Allemagne, on peut estimer que ces besoins ont un caractère régional et qu'ils correspondent à un minimum. Ceci doit être rapproché du contenu de la Déclaration de politique régionale actualisée (Namur, le 17 octobre 2001) qui proclame la volonté du Gouvernement d'étudier avec la Communauté germanophone de nouvelles complémentarités, notamment dans le cadre des relations avec l'Allemagne » (p. 17 du Rapport final). Aussi, l'estimation des besoins sera évaluée sur le territoire de référence suivant :

- Pour la partie germanophone : Amblève, Büllingen, Bütgenbach, Burg-Reuland et Saint-Vith;
- Pour la partie francophone : Malmédy, Stavelot, Trois-Ponts et Waimes.

La CRAT relève cependant que l'Arrêté du Gouvernement wallon mentionne un territoire de référence erroné, indiquant qu'il s'agit de la région de Huy au lieu de la région de Malmédy-Saint-Vith et mentionne par ailleurs d'autres communes que celles citées et ajoutées par l'étude d'incidences (Stoumont, Spa, Theux, Jalhay).

Au terme de l'analyse réalisée par la DGEE, les besoins à 10 ans du sous-espace sud-est sont estimés à 62 hectares à inscrire en zone d'activité économique. L'étude d'incidences qui a élargi le territoire de référence a estimé les besoins entre 100 et 160 ha. Elle a analysé, au sein du territoire de référence, les parcs existants qui répondent aux critères de localisation d'un parc d'activité économique d'intérêt régional à savoir Malmédy et Saint-Vith II.

Sur base des superficies vendues au sein de ces deux parcs, l'étude d'incidences conclut que « les superficies actuellement disponibles ne pourront répondre aux demandes d'ici 2013. En effet, les parcs de Malmédy et Saint-Vith offrent en 2002 un total de 18,3 ha de terrain à vocation économique alors que les prévisions tablent sur des besoins compris entre 19 et 31,2 ha. La création de nouvelles surfaces de parcs d'activité dans le territoire de référence apparaît justifiée. » (p. 47 du Rapport final).

La CRAT se rallie à la validation des besoins opérée dans l'étude d'incidences pour le territoire de référence « région sud-est » tel que redéfini par l'auteur de l'étude. Elle constate, en outre, que le projet de plan rencontre une partie des besoins du territoire de référence.

Plusieurs réclamants regrettent que l'on sacrifie le cadre de vie des riverains pour une implantation de zone industrielle fort peu pourvoyeuse d'emplois (maximum 10 emplois à l'hectare).

L'arrêté estime que l'impact socio-économique du projet devrait se traduire par la création de quelques 280 postes de travail sur le site.

2. La planologie

Un réclamant met en doute le terme « zone industrielle » car le site est déjà situé en-dehors de tout centre urbain. Par contre, il craint que cette vocation soit détournée à l'avenir pour accueillir les dépôts de gravats des cimenteries. En effet, il suffit de modifier le plan de secteur comme il est actuellement envisagé pour le site de Burtonville et ce, malgré le regret de la population et les inquiétudes émises par l'actuel Ministre.

La CRAT prend acte de cette inquiétude qui ne ressortit pas de la présente enquête publique et se prononce pour le maintien d'une zone d'activité économique industrielle, estimant, comme le mentionne l'étude d'incidences, que celle-ci « a un profil plus adéquat qu'une zone d'activité économique mixte pour accueillir les activités liées à la filière Bois et à l'agro-alimentaire. La création d'une zone d'activité économique industrielle peut aussi se justifier par les complémentarités à développer avec les zones existantes du site de Kaiserbaracke, qui sont des zones d'activité économique mixtes (p.53 du Rapport final).

3. La localisation de la zone d'activité économique industrielle

Un réclamant propose de déplacer le zoning à hauteur de la route de Saint-Vith car cette zone ne gêne personne.

La réclamation n'étant pas accompagnée d'une carte permettant de préciser la localisation proposée, la CRAT ne peut que prendre acte de cette remarque et se rallie au choix de la localisation proposée par le Gouvernement qui présente les avantages suivants :

- Le projet constitue une porte d'entrée à l'extrémité du territoire wallon et permet de « renforcer le rôle moteur que la région germanophone peut jouer en tant qu'interface de la Région wallonne avec l'Allemagne. Ce concept participe certainement au principe de la coopération transrégionale prônée par le SDER » (p. 25 du Rapport final);
- Le projet se greffe sur une urbanisation existante en ce qu'il vise l'extension d'une zone d'activité économique, ce qui permet l'établissement de synergies avec les entreprises en place et une meilleure utilisation des équipements disponibles sans renforcement significatif;
- Le projet offre une excellente accessibilité routière par la route N 659 et la route N 62 à partir des sorties 13 et 13a de l'autoroute E 42, qui constitue l'un des axes structurants du SDER. En outre, l'autoroute E 42 permet un accès aisé à l'autoroute E 40, qui donne accès à Liège, pôle majeur du SDER, et à la zone EUREGIO;
- Le site n'est proche d'aucune zone d'habitat et le charroi induit par la zone n'est pas susceptible d'emprunter de voiries longeant les zones d'habitat;
- Le projet ne porte atteinte ni à un élément protégé par la législation sur la conservation de la nature, ni à un élément classé du patrimoine culturel immobilier ni à un périmètre d'intérêt paysager, ni à une zone de prévention de captage;
- Le projet ne met pas en péril une exploitation agricole existante .

4. La prescription supplémentaire *S20

Un réclamant estime que les termes énoncés dans la prescription supplémentaire sont peu précis. Ainsi, qu'entend-on par entreprises de grande dimension (taille-seuil), industrie de produits agro-alimentaires ? Il craint que la création de cette zone n'entraîne le déplacement de certaines activités spécifiques et crée de la sorte un surcroît de trafic, ce que craint également l'étude d'incidences.

La CRAT relève que selon l'étude d'incidences, les secteurs de l'agro-alimentaire et de la filière Bois apparaissent effectivement comme des branches importantes à l'échelle du territoire de référence en terme d'effectifs mais ces secteurs seraient en déclin au vu des statistiques réalisées. Aussi, le Gouvernement justifie la pertinence de cette prescription supplémentaire par la volonté de renforcer in situ une spécialisation existante de la filière bois dont la localisation au sein des Hautes-Fagnes est pertinente vu la proximité de la ressource.

La CRAT se rallie à cette volonté et se prononce pour le maintien de la prescription supplémentaire. Cependant elle constate que l'EI regrette également le fait que les termes relevés ne sont pas précisés sans toutefois des propositions concrètes pour rendre plus concrète cette prescription.

5. La référence au SDER

Un réclamant demande quels sont les « espaces de coopération interfrontaliers » visés dans l'étude.

La CRAT relève que selon l'étude d'incidences, le projet vise à « renforcer le rôle moteur que la région germanophone peut jouer en tant qu'interface de la Région wallonne avec l'Allemagne. Ce concept participe certainement au principe de la coopération transrégionale prônée par le SDER » (p.25 du Rapport final).

En outre, l'autoroute E 42 structure largement le territoire de référence en le traversant du nord au sud, à partir de Verviers vers Prüm. Cette infrastructure s'inscrit dans le réseau autoroutier européen et permet un accès aisé à l'autoroute E 40, cette dernière donnant elle-même accès à Liège, pôle majeur du SDER, et à la zone EUREGIO en s'inscrivant dans l'eurocorridor Est-Ouest (Liège/Collogne) qui prolonge celui de Lille/Liège et celui de Bruxelles/Liège.

Un réclamant déclare qu'il règne une grande insécurité en ce qui concerne la spatiation et la structure écologique régionale. Il cite la page 61 du Rapport final qui signale que « l'absence de cartographie ne permet pas la définition de la structure du réseau écologique wallon en terme de protection et de promotion du patrimoine naturel tel que mentionné dans le SDER ». « Une difficulté de taille découle de ce manque wallon de cartographie écologique » : il est difficile en effet d'évaluer la structure écologique régionale par rapport aux structures économiques qui, sous la forme de corridors européens, font partie des grands axes de circulation, des axes et des carrefours de communication, des pôles et des piliers de développement, de même que la dynamique des espaces de coopérations interfrontaliers. Par conséquent, il remet en doute la pertinence du projet au regard de la conclusion de l'étude d'incidences qui conclut à la page 61 que « l'on ne dispose pas encore à l'heure actuelle de l'expression planologique de la stratégie du maintien de l'environnement ou de la protection de l'environnement », puisque l'autorité compétente ne dispose pas de tous les éléments pour prendre une décision valable.

La CRAT relève qu'effectivement, la carte schématique des zones d'intérêt biologique présentée dans le SDER ne constitue en quelque sorte qu'une ébauche de ce qui pourrait peut-être devenir un jour une carte de la « structure écologique » de la Région wallonne. Elle rappelle cependant que, par sa décision du 26 septembre 2002, le Gouvernement a proposé « à la Commission européenne 231 sites d'intérêt communautaires couvrant 217 672 ha environ éligibles au sens de la Directive Habitats CEE/92/43. Cette proposition constitue un élément important dans le cadre de la politique de la Conservation de la Nature en Région wallonne. Cette désignation récente des sites NATURA 2000 permet de préfigurer cette structure écologique régionale » (p. 61 du Rapport final).

La CRAT constate cependant que l'étude d'incidences n'a pas relevé de site Natura dans le site.

6. La référence à l'article 1^{er} du CWATUP

Un réclamant rappelle que la Région wallonne appartient à tous les citoyens. Elle appartient donc à tous et non pas uniquement à une poignée de bailleurs de fonds, de même qu'elle appartient aux générations futures.

Des réclamants estiment que l'inscription d'une zone industrielle en conversion d'une zone forestière et agricole nuira à l'environnement et au cadre de vie, ce qui n'est pas conforme à l'article premier du CWATUP.

La CRAT prend acte de ces remarques et signale que l'article 1^{er} du CWATUP stipule également qu'il convient de rencontrer de manière durable les besoins...économiques de la collectivité.

7. La référence au Code Forestier

Un réclamant estime que le zoning ne respecte pas l'article 116 du Code Forestier qui stipule qu'aucune « entreprise, spécialisée dans la découpe et la transformation du bois, ne peut s'installer dans ces limites et à une distance de moins de 250 mètres des Forêts dépendant de l'Administration des Eaux et Forêts... ».

A la lecture de l'article 116 du Code Forestier, la CRAT constate que l'implantation visée peut être autorisée moyennant dérogation accordée par le Ministre : « Aucune usine à scier le bois ne pourra être établie dans l'enceinte et à moins de 250 mètres de distance des bois et forêts soumis au régime forestier par l'article 1^{er} de la présente loi, qu'avec l'autorisation du [Ministre de l'Agriculture], sous peine d'une amende de 100 à 500 francs et de la démolition dans le mois à dater de la signification du jugement qui l'aura ordonnée » (Loi du 19 décembre 1854 contenant le Code Forestier, modifié par la loi du 8 avril 1969, art. 1^{er}, 25).

8. La mise en oeuvre

Différentes remarques ont trait à la mise en oeuvre de la zone d'activité économique. Si la CRAT peut comprendre l'inquiétude de certains réclamants concernant cette mise en oeuvre et les nuisances qui en découleront, celle-ci n'est pas du ressort direct de la présente enquête publique. En effet, chaque nouvelle zone d'activité économique inscrite au plan de secteur dans le cadre de l'adoption finale du plan prioritaire par le Gouvernement wallon, fera l'objet de l'élaboration d'un cahier des charges urbanistique et environnemental en application de l'article 31*bis* du CWATUP.

1° les nuisances visuelles

Un réclamant signale que les Hautes Ardennes se caractérisent en outre par la beauté des paysages à vocation touristique. Il estime que le projet est contraire à l'objectif du SDER qui confirme la volonté d'utiliser les paysages en vue de renforcer l'identité culturelle et territoriale d'une région et d'améliorer le cadre de vie (p.58) en ce qu'il engendrera une rupture de l'ensemble forestier orienté SO, NE de l'axe forestier Bütgenbach- Saint Vith. Or, cet ensemble est une caractéristique importante au point de vue paysager et est particulièrement remarquable à cet endroit du fait de la situation de crête.

Le déboisement notamment de la crête nord entraînerait une dégradation du paysage qui aura aussi une conséquence sur les touristes car la première chose qu'ils verraient serait les zones d'activité économique qui défigureront définitivement la région. L'étude d'incidences a d'ailleurs relevé ce problème à la page 91. Ce réclamant demande de prendre des précautions particulières notamment pour la partie sud du zoning qui se trouve sur une crête.

La CRAT relève que le site ne comporte aucun périmètre d'intérêt paysager mais fait partie du cordon boisé reliant Bütgenbach à Saint-Vith, estimé, selon l'étude d'incidences, comme élément paysager important, perceptible notamment par sa localisation en ligne de crête. Toutefois, sans nier la dégradation paysagère, la CRAT comprend que les industries « filières bois » sont nécessaires à la pérennité de la forêt et que c'est normal qu'elle en fasse les frais. De plus comme la nouvelle zone d'activité économique est attenante à un zoning actuel elle ne déstructure pas le paysage si ce n'est en surface.

La CRAT tient cependant à déplorer qu'avant même l'arrêté définitif, une scierie soit implantée dans la zone d'activité économique et qu'une grande surface forestière (+/- 1/2 zone d'activité économique) soit déjà mise à blanc ou en passe de l'être (martelage déjà effectué) constatation au 6/3/04.

Bien que le site n'offre pas de vues exceptionnelles par leur longueur ou leur amplitude, l'étude d'incidences reconnaît que « la création de la zone d'activité économique situé sur les itinéraires touristiques, peut entraîner des perturbations par perte de cohérence paysagère et altération d'itinéraires, en l'absence d'attention particulière pour son intégration comme c'est déjà le cas pour la petite zone existante » (p. 117 du Rapport final). En effet, perceptible depuis le nord, le déboisement du versant lié à la mise en oeuvre du projet « occasionnera un impact paysager non négligeable, de même que l'installation de bâtiments qui, suite à la contrainte topographique, devront adopter une position étagée. L'impact visuel sera d'autant plus intense qu'il se marquera plus haut sur le versant et serait maximum si la crête elle-même, formant la limite sud du site, devait être déboisée et construite » (p.88 du Rapport final).

Un réclamant estime que le paysage typique des Ardennes est déjà considérablement abîmé par la construction systématique d'entreprises le long de l'autoroute. On constate, pour les zonings existants, que l'intégration paysagère des bâtiments est largement insatisfaisante.

La CRAT prend acte de cette remarque qui est également faite dans l'étude d'incidences : « le paysage perçu depuis les voiries qui les longent notamment n'ont pas fait l'objet de mesures d'aménagement paysager, ni même de végétalisation.... Le site étudié, étant inclus dans cette ceinture forestière, devra faire l'objet de certaines précautions afin de ne pas rompre les continuités boisées, surtout pour ce qui concerne la partie sud du site en situation dominante » (p. 91 du Rapport final).

Le réclamant apprécie le choix strict des matériaux qui seront utilisés dans le zoning et estime que le Bureau d'études accorde une importance réelle au respect de ces directives.

2° Les nuisances sonores

Un réclamant, est déjà affecté par le bruit du zoning actuel, principalement par vent d'est, et constate que malgré sa réclamation (antérieure à cette présente enquête publique), il n'y a eu aucune modification dans les horaires de travail. Il demande de plus amples informations quant aux types d'entreprises et de produits fabriqués sur le futur site.

La CRAT fait remarquer que, selon l'étude d'incidences, « l'ambiance sonore du site est marquée par la présence de l'autoroute qui constitue la principale source locale permanente, avec les routes N 62 et N 659. Les zones d'activité économique constituent d'autres sources sonores possibles. Il convient de noter que l'autoroute est située à l'est du site, tandis que les vents les plus fréquents sont ceux des secteurs Sud-Sud-Ouest à Ouest toute l'année » (p.90 du Rapport final). Cependant, elle précise également qu'une « spécialisation industrielle filière Bois est susceptible d'amener sur le site des activités générant du bruit tandis qu'une spécialisation agro-alimentaire est susceptible de générer des déchets et des rejets de type organique » (p.102 du Rapport final).

3° La qualité de l'air

Un réclamant estime que le projet est contraire aux accords de Kyoto et contribue au réchauffement climatique. Le projet engendre plus de pollution atmosphérique du fait des émissions de CO₂ des véhicules, de l'industrie et des particules de suie émises par les moteurs diesels des nombreux camions circulant déjà dans cette région et du fait du déboisement réduisant le « poumon vert » de Born, Recht et Emmels.

La CRAT note que l'étude d'incidences relève des « émissions plus élevées d'acides et de composés organiques volatils essentiellement liées à la proximité de l'autoroute E 42 » (p. 86 du Rapport final). Cependant, elle ne relève pas de source ponctuelle importante de pollution de l'air.

L'étude d'incidences estime aussi que la création d'une zone d'activité économique entraînera une augmentation des rejets de polluants à caractère domestique (chauffage) des bâtiments, sans pouvoir donner plus de précision vu l'absence d'informations détaillées sur les futures activités.

L'étude d'incidences ajoute « qu'il est évident que des activités générant une pollution quelle qu'elle soit ou des rejets susceptibles de poser un problème d'environnement devra faire l'objet d'un refus de permis. La décision de délivrance ou non de permis devra être prise dans le cadre d'une demande de permis unique » (p. 101 du Rapport final).

4° Le trafic et l'accessibilité

Un réclamant signale qu'à partir de 2004, la SNCB va supprimer le tronçon de la ligne de chemin de fer Trois-Pont/Losheimergraben/Bülingen, et plus précisément la desserte de la scierie Pauels, ce qui engendrera une augmentation supplémentaire du charroi lourd. Par conséquent, ce projet engendrera une augmentation de l'insécurité routière sur la route N 62, au niveau de la sortie de l'autoroute de Recht et au niveau de l'accès du site. Il demande qu'une sortie soit créée à l'extrémité sud de la zone industrielle. Il ajoute que l'étude d'incidences relève cette augmentation de trafic (environ 560 véhicules par jour sur la route N 62) mais aucune distinction n'est faite entre les véhicules particuliers et les camions, de même qu'il n'est nullement tenu compte des éventuels dépôts de gravats sur le sol, ce qui ne manquera bien évidemment pas d'être occasionné par l'augmentation du nombre de camions. Les riverains auront donc des nuisances, du bruit provoqué par le trafic de même qu'une augmentation rapide de la pollution atmosphérique. Or, ils subissent déjà la pollution liée à la proximité des trois axes de circulation : la route N 62, la voie de contournement et l'autoroute sans oublier la proximité des zones industrielles.

La CRAT observe que l'étude d'incidences s'est basée sur les comptages réalisés par le MET. Ils montrent que les charges de circulation sont actuellement faibles puisque le trafic sur l'autoroute E 42 est inférieur à 10 000 EVP/jour et celui sur la route N 62 ou la N 659 se situe entre 1500 à 2200 EVP/jour. « Le trafic poids-lourds est également faible (inférieur à 10 %) » (p. 103 du Rapport final).

La CRAT relève que, selon l'étude d'incidences, sur base du nombre d'emplois estimé dans l'arrêté à 280, le nombre minimal de véhicules serait effectivement de 560 par jour et ce, essentiellement répartis pendant les 2 périodes de pointe. « Entre celles-ci, la circulation devrait être peu significative. La circulation de poids-lourds est quant à elle, en général, plus étalée sur la journée, sauf dans le cas d'entreprises de transport » (p. 104 du Rapport final).

L'étude d'incidences reconnaît que « les voiries environnantes absorberont sans difficulté le surplus de circulation, les charges relevées étant actuellement faibles. Par contre, en fonction de l'importance du trafic lourd, des problèmes pourraient apparaître au débouché de la zone d'activité économique sur la voirie régionale ainsi qu'au carrefour entre les 2 voiries régionales N 62 et N 659.

Concernant le problème de sécurité, des problèmes pourraient surgir à certains moments de la journée au carrefour entre les voiries N 659 et N 62 ainsi qu'à l'accès à la zone d'activité économique à partir de ces voiries » (p. 105 du Rapport final). L'étude d'incidences propose de réaliser un accès à partir de la route N 62 : « l'accès à la zone devrait être réalisé via la route N 659 jusqu'au carrefour avec la route N 62. ensuite, vers le sud jusqu'à l'axe central ouest-est de la zone où l'accès pourrait être organisé en prévoyant une sécurisation de la route N 62. La nouvelle voirie principale de desserte à créer s'inscrirait sur le site en suivant le chemin forestier existant, les voiries de distribution éventuelles s'inscrivant perpendiculairement à celle-ci » (p. 97 du Rapport final).

Un réclamant remet en cause l'affirmation qui consiste à dire que le site sera accessible « sans qu'il soit nécessaire de traverser une région habitée ». L'expérience montre que l'interdiction de transit n'est respectée ni à Hünningen, ni à Emmels avec pour résultat, qu'en l'absence de contrôles, les camions défilent de manière interrompue à travers ces villages.

La CRAT prend acte de cette remarque.

5° La qualité de l'eau

Un réclamant craint que le projet n'engendre une pollution des sources. Il fait référence à l'entreprise Spanolux qui a entraîné des difficultés d'approvisionnement en eau pour Malmedy.

La CRAT constate que l'étude d'incidences a recensé 5 prises d'eau dans un rayon de 2 km : le captage de Saint-Vith destiné à la distribution publique et 4 prises d'eau dépendant de l'administration communale de Amblève destinées à la distribution publique du village de Born. L'étude d'incidences estime que « l'ensemble des captages pour lesquels la nappe sollicitée n'est pas mentionnée sont des captages exploitant des nappes superficielles. Ils sont donc relativement vulnérables par rapport aux activités qui pourraient s'implanter dans les zones retenues » (p. 113 du Rapport final).

La CRAT relève que, selon l'étude d'incidences, « un réseau d'égouttage est actuellement installé en vue d'assurer la collecte des eaux de la zone d'activité économique existante à Kaiserbaracke. Le principe d'organisation consiste en une épuration individuelle des eaux domestiques et des eaux industrielles. Chacune des entreprises présentes sur le site assure l'épuration de ses propres rejets. Les effluents de chacune des unités d'épuration font ensuite l'objet d'une épuration complémentaire par un système de lagunage collectif installé légèrement en aval du site. D'après le Plan Général d'Égouttage de la commune, ce lagunage ne reçoit que les eaux déjà épurées en provenance de la zone d'activité économique située au nord de la route N 659 » (pp. 91 et 92 du Rapport final).

Vu la très bonne qualité des cours d'eau, l'étude d'incidences recommande également d'être « particulièrement attentif à la qualité de l'épuration des eaux usées, tant domestiques qu'industrielles, avant leur rejet dans les eaux de surface. Une attention particulière devra être apportée aux eaux de ruissellement sur les espaces de circulation, de manœuvre et de parcage des véhicules si la vocation de la zone devait générer une circulation importante de poids lourds. Outre la gestion de la quantité d'eau rejetée, il conviendrait alors de gérer la qualité de cette eau qui risquerait d'être chargée en hydrocarbures résiduels. Des mesures appropriées devraient être prises, par exemple, dans le cadre de la création de bassins d'orage » (pp.112 et 113 du Rapport final).

6° Le dispositif d'isolement

Un réclamant craint que la disparition des arbres situés le long de la route de Saint-Vith n'augmente le bruit lié au trafic.

Un autre demande que soit plantée une dixième rangée d'arbres en amont de l'ancienne scierie Theissen, de même que la plantation d'une rangée d'arbres de ce type le long de la route qui mène à Emmels.

L'étude d'incidences fait quelques propositions de dispositifs d'isolement. La CRAT s'y rallie sauf pour celui prévu entre les deux zones d'activité économique.

9. L'enquête publique

Un réclamant regrette que l'affichage de l'enquête publique ne soit pas écrit en langue allemande alors que l'on se situe en Région germanophone.

Un autre réclamant regrette que l'annonce à la population, qui n'est parue qu'une seule fois, fera que la procédure se sera déroulée de manière très discrète.

La CRAT prend acte de ces remarques, n'ayant elle-même pas pu vérifier cette information dans le dossier d'enquête publique, tel qu'il lui a été transmis.

10. La dévaluation foncière

Un réclamant estime que les maisons et terrains à bâtir ont déjà perdu de leur valeur depuis que les zones industrielles se sont établies dans la région.

La CRAT prend acte de cette considération qui n'est pas du ressort de la présente enquête publique.

11. L'article 46, § 1^{er}, 3^o du CWATUP

La CRAT note que l'arrêté du Gouvernement du 18 septembre 2003 ne s'accompagne d'aucun projet de réaffectation de sites d'activité désaffectés ni de l'adoption de mesures favorables à la protection de l'environnement.

En effet, pour la CRAT, la réalisation d'un périmètre ou d'un dispositif d'isolement ne peut être considéré comme une mesure favorable à la protection de l'environnement puisqu'il s'agit d'une imposition de l'article 30 du CWATUP.

12. La qualité de l'étude d'incidences

L'étude d'incidences a été réalisée par le bureau PISSART-VAN DER STRICHT, dûment agréé pour ce type d'études.

La CRAT estime que l'étude est de bonne qualité. Elle relève cependant les erreurs et lacunes suivantes :

- p. 52, al. 2 : l'étude d'incidences mentionne le site de Saint-Vith, alors que le site étudié est Kaiserbaracke (erreur de copier-coller);
- p. 97 : l'explication de l'accès au site n'est pas claire. En outre, aucune carte ne permet de visualiser l'itinéraire proposé;
- p.119 : l'étude se limite à citer la notion d'entreprise de grande dimension sans émettre de définition;
- Les zones de prévention de captage ne font pas l'objet d'une carte.

II. Considérations particulières

1. A. BODARWE et un autre signataire

Il est pris acte de l'opposition et des remarques qui la justifient. Il est fait référence à celles qui sont du ressort de la présente enquête publique dans les considérations générales.

2. F. SCHAUER et R. THEISSEN (1^{er} courrier)

Il est pris acte des remarques et des observations. Il y est fait référence dans les considérations générales.

3. F. SCHAUER et R. THEISSEN (2^{ème} courrier)

Il est pris acte des remarques et observations. Il y est fait référence dans les considérations générales.

4. J. GENGOUX

Il est pris acte de l'opposition et des remarques qui la justifient. Il est fait référence à celles qui sont du ressort de la présente enquête publique dans les considérations générales.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 2004/27120]

22. APRIL 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans Malmedy-Sankt Vith zwecks der Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets in Amblève (Recht) in Erweiterung des vorhandenen Gewerbegebiets Kaiserbaracke (Karte 56/2N)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 22, 23, 30, 35, 37, 41 bis 46 und 115;

Aufgrund des von der Regierung am 27. Mai 1999 verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raumes (SDER);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. November 1979 zur Festlegung des Sektorenplans Malmedy-Sankt Vith, insbesondere abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Mai 1991;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2002 über den Beschluss der Revision des Sektorenplans Stavelot-Malmedy-Sankt Vith und über die Annahme des Vorentwurfs zur Abänderung des Plans zwecks der Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets in Amblève (Recht) in Erweiterung des vorhandenen Gewerbegebiets Kaiserbaracke (Karte 56/2N);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2003 zur Annahme des Revisionsentwurfes des Sektorenplans Stavelot-Malmedy-Sankt Vith zwecks der Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets in Amblève (Recht) in Erweiterung des vorhandenen Gewerbegebiets Kaiserbaracke (Karte 56/2N);

Aufgrund der Beschwerden und Bemerkungen, die bei der öffentlichen Untersuchung eingereicht wurden, die vom 1. November 2003 bis zum 15. Dezember 2003 in Amblève stattfand, und die sich auf folgende Themen beziehen:

- die Orientierungsdokumente und verordnungsrechtlichen Verfahren;
- die Neuausrichtung der Verstärkung;
- die Wirtschaft und die Beschäftigung;
- die Grundstücksauswirkungen auf das Anliegerwohngebiet;
- die landschaftlichen und Umweltauswirkungen;
- die im Gebiet zulässigen Tätigkeiten;
- die Lärmbelastigungen;
- die Zugänglichkeit und die Multimodalität;
- die Standortwahl des Projekts;
- die Wasserbewirtschaftung;
- den Tourismus;

Aufgrund des günstigen Gutachtens des Gemeinderats von Amblève vom 29. Dezember 2003;

Aufgrund des günstigen Gutachtens des CRAT vom 12. März 2004 über die Revision des Sektorenplans Malmedy-Sankt Vith zwecks der Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets in Amblève (Recht) in Erweiterung des vorhandenen Gewerbegebiets Kaiserbaracke (Karte 56/2N);

Aufgrund des ungünstigen Gutachtens des Wallonischen Umweltrats für eine nachhaltige Entwicklung vom 4. März 2004;

Validierung der Umweltverträglichkeitsprüfung

In der Erwägung, dass die Regierung in ihrem Beschluss vom 18. September 2003 der Ansicht war, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung sämtliche für die Beurteilung der Zweckmäßigkeit und der Angemessenheit des Projekts erforderlichen Elemente umfasste, und sie deshalb als vollständig betrachtet hat;

In der Erwägung, dass der CRAT, obwohl er eine Reihe von Lücken und Druckfehlern anführt, die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung für gut erachtet;

In der Erwägung, dass der CWEDD der Ansicht ist, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung von zufriedenstellender Qualität ist, obwohl er bedauert, über einige Informationen oder Kommentare nicht zu verfügen;

In der Erwägung, dass diese vom CRAT und vom CWEDD ermittelten zusätzlichen Sachverhalte nicht Teil des Inhalts der Umweltverträglichkeitsprüfung sind, wie er durch den Artikel 42 des CWATUP und durch das Sonderlastenheft definiert ist; dass ihr Fehlen nicht geeignet ist, die Regierung an einer Entscheidung über die Angemessenheit und die Zweckmäßigkeit des Projekts in Kenntnis der Sachlage zu hindern;

In der Erwägung, dass sie von den Druckfehlern Kenntnis genommen hat, die ohne Auswirkung auf den Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung sind;

In der Erwägung folglich, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung die Vorschriften des Artikels 42 des CWATUP und des Lastenheftes erfüllt; dass die Regierung ausreichend informiert ist, um in Kenntnis der Sachlage zu beschließen;

Bedarfsentsprechung des Projekts

In der Erwägung, dass das Ziel der Regierung darin besteht, den mit dem Horizont 2010 geschätzten, für die Wirtschaftstätigkeit erforderlichen Raumbedarf innerhalb kurzer Zeit zu decken;

In der Erwägung, dass die Regierung auf der Grundlage eines von der DGEE erstellten Berichts und der Analyse, die sie darüber vorgenommen hat, durch ihren Erlass vom 18. Oktober 2002 die Auffassung vertrat, dass das Gebiet der "Interkommunale Services Promotion Initiatives" (SPI+) in sechs Unterräume aufgeteilt werden muss: Zentrum, Nord-Ost (Region Verviers und Eupen), Süd-Ost (Region Malmedy und Sankt Vith), Nord-West (Region Waremme und Hannut), Süd-West (Region Huy) und Süd (Region Aywaille); dass sie der Ansicht war, dass die Region Malmedy-Sankt Vith insgesamt einen auf zehn Jahre berechneten Bedarf an für die wirtschaftliche Tätigkeit bestimmten Grundstücken aufweist, der auf etwa 56 Hektar Nettofläche geschätzt wird, zu denen pauschal 10% Fläche, die für die technische Ausstattung des Gebiets notwendig sind, hinzuzufügen sind, so dass eine Fläche von etwa 62 Hektar als Gewerbegebiet einzutragen ist;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung diese Analyse in Frage gestellt hat: Die Einteilung der DGEE ist ihres Erachtens unscharf und beruht auf der Karte "Synthese des résultats économiques" des von der CPDT erstellten Wallonienatlas;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung den Schluss gezogen hat, dass es zweckmäßig ist, das Referenzgebiet um einige benachbarte Gemeinden zu erweitern, für die derselbe Wirtschaftsentwicklungsbetreiber zuständig ist. So wurden die Gemeinden Malmedy, Stavelot, Trois Ponts und Waimes hinzugenommen;

In der Erwägung, dass sie auch den Bedarf des neu definierten Referenzgebiets auf 100 bis 160 Hektar Bruttofläche nach oben korrigiert hat;

In der Erwägung, dass der CWEDD die Spezialisierung des Gebiets für einen Wirtschaftszweig, den er im Niedergang sieht, und folglich auch die Bedarfsbewertung in Frage stellt;

In der Erwägung hingegen, dass sich der CRAT der in der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgenommenen Bedarfsbestätigung für das Referenzgebiet gemäß der Definition des Autors der Prüfung anschließt;

In der Erwägung, dass die Regierung der Ansicht ist, dass bei der Bewertung dieses Bedarfs auch ihre gezielte Politik der Förderung der Wirtschaftsaktivität in bestimmten Teilen des regionalen Territoriums berücksichtigt werden muss;

Validierung des Projekts

In der Erwägung, dass der Erlass vom 18. Oktober 2002 auf der Tatsache beruht, dass es zur Sicherstellung einer korrekten Vermaschung dieser Region zweckmäßig ist, in den Unterregionen Sankt Vith und Stavelot-Malmedy neue Räume für Wirtschaftsaktivitäten zu reservieren;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung die Option des Vorentwurfs des Abänderungsplans insofern für begründet erachtet, als er die Eintragung eines 33 Hektar großen Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Amblève zum Ziel hat, um die Aufnahme von industriellen Großunternehmen und von Unternehmen, die mit dem Holzsektor oder der Land- und Ernährungswirtschaft verbunden sind, zu ermöglichen; dass die Verstärkung dieser bereits am Standort bestehenden Spezialisierung eine Ansiedlung im Hohen Venn und damit außerhalb eines SDER-Pols rechtfertigt;

In der Erwägung, dass der CRAT diese Analyse nicht in Frage stellt;

Prüfung der Standort-, Abgrenzungs- und Umsetzungsalternativen

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung gemäß Artikel 42, Absatz 2, 5° des wallonischen Gesetzbuches und gemäß dem Sonderlastenheft nach Alternativen gesucht hat; dass sich diese Alternativen auf die Standortwahl, die Abgrenzung oder auch die Errichtung des in den Sektorenplanentwurf einzutragenden Gebiets beziehen können;

In der Erwägung, dass keine Standortalternative ermittelt werden konnte; dass die Umweltverträglichkeitsprüfung auch keine Abgrenzungsalternativen des Vorentwurfs aufzeigen konnte;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass es andere, geeignetere Gelände gibt, deren Einrichtung niemanden belästigen würde, in der Nähe der Landstraße Richtung Sankt Vith; dass die Umweltverträglichkeitsprüfung jedoch als ein Hauptkriterium für die Suche nach einer Standortalternative die Notwendigkeit angesehen hat, Synergien mit den am oder in der Nähe des Standorts vorhandenen Unternehmen desselben Wirtschaftszweigs herzustellen;

In der Erwägung, dass der CRAT darauf hinweist, dass die Beschwerde nicht von einer Karte begleitet ist, mit deren Hilfe der Vorschlag des Beschwerdeführers verortet und beurteilt werden kann; dass er der Ansicht ist, dass der von der Regierung gewählte Standort schlüssig ist;

In der Erwägung, dass sich somit aus dieser vergleichenden Prüfung ergibt, dass die beste Lösung, um die von der Regierung verfolgten Ziele zu verwirklichen, darin besteht, das Projekt so, wie es vom Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung angeregt wurde, beizubehalten;

Berücksichtigung der allgemeinen Empfehlungen des CWEDD

In der Erwägung, dass der CWEDD in seinen verschiedenen Gutachten eine Reihe allgemeiner Erwägungen zum Revisionsverfahren und allgemeiner Empfehlungen zur etwaigen Umsetzung von Projekten abgegeben hat;

In der Erwägung, dass er zunächst der Ansicht ist, dass die für die Durchführung des vorrangigen Plans geleistete Bewertungsarbeit nur zielführend ist, wenn die Ansiedlung von Infrastruktur an eine dem Unternehmenszusammenschluss eigene neue Bewertung der Ein- und Auswirkungen gebunden ist; dass er fordert, dass bei der Niederlassung von Betrieben eine Umweltbewertung für jede Benutzungsphase des Gewerbegebiets durchgeführt wird, damit ein Gesamtüberblick auf dessen Ebene erzielt werden kann;

In der Erwägung, dass das CCUE, dessen Aufstellung durch den Artikel 31*bis* des CWATUP vorgeschrieben ist, eine Gültigkeitsdauer von höchstens zehn Jahren haben wird; dass seine Erneuerung notwendigerweise eine erneute Lageprüfung voraussetzen und die Anpassung seiner Bestimmungen an die Entwicklung, die vor Ort festgestellt wurde, und an die ergänzenden Daten, die in der Zwischenzeit erhoben wurden, ermöglichen wird; dass diese Neuprüfung gegebenenfalls die Gelegenheit bieten wird, die Wiederverwendungs- oder Veränderungsverfahren einzuleiten, die zweckdienlich erscheinen sollten; dass es dieses Verfahren somit erlauben wird, der vom CWEDD unterbreiteten Anregung weitgehend entgegenzukommen;

In der Erwägung, dass der CWEDD anschließend an seine Empfehlungen zu den Beziehungen zwischen Mobilität, Verkehr und Raumordnung erinnert; dass er sich darüber freut, dass auf dem Wege des CCUE die Erstellung von Mobilitätsplänen auferlegt wird, die die Nutzung sanfter Verkehrsträger und öffentlicher Verkehrsmittel fördern; dass er darauf besteht, dass die Sicherheit des Fußgänger- und Radfahrerverkehrs in den neuen Gewerbegebieten gewährleistet wird;

In der Erwägung, dass diese Anregung zweckdienlich erscheint; dass es geboten ist, diese Sicherheitsgewährleistung zu den Auflagen zu nehmen, die das CCUE enthalten muss;

In der Erwägung im Übrigen, dass der Wunsch nach einer Versorgung der neuen Gewerbegebiete mit öffentlichen Verkehrsmitteln nicht im Widerspruch zu der von der Regierung verfolgten Politik steht; dass das wallonische TEC-Netz so organisiert ist, dass die wichtigsten Verkehr erzeugenden Orte des Gebiets versorgt werden und dass, da es sich im Wesentlichen um ein Straßenverkehrsnetz handelt, es mühelos entsprechend der Entwicklung der Verkehrsströme erzeugenden Orte ohne signifikante Investitionen angepasst werden kann; dass andererseits die Eisenbahn angesichts ihrer strukturellen Kosten nur auf langen Strecken und bei hohem Verkehrsaufkommen eine sachdienliche Lösung für Mobilitätsprobleme darstellt; dass die Eisenbahn daher, was den überwiegenden individuellen Beförderungsbedarf der KMU betrifft, die sich in den neu geschaffenen Gewerbegebieten ansiedeln dürfen, nur kombiniert mit anderen Verkehrsmitteln, die im Wesentlichen die Straße benutzen, eingesetzt werden kann; dass die vom CWEDD vorgegebenen Ziele einer dauerhaften Mobilität somit nur durch eine Intermodalität Schiene-Straße erreicht werden können, die in die von den CCUE verlangten Mobilitätspläne integriert wird;

Besondere Erwägungen

In der Erwägung, dass die folgenden besonderen Sachverhalte zu berücksichtigen sind:

— Orientierungsdokumente und verordnungsrechtliche Verfahren

Einige Beschwerdeführer bestreiten die Einhaltung der Orientierungsdokumente und der verordnungsrechtlichen Verfahren.

Was das Verfahren der öffentlichen Untersuchung anbelangt, hat die Gemeindeverwaltung von Amblève wie vom Gesetz vorgesehen die doppelte Bekanntmachung in deutscher und französischer Sprache durchgeführt.

Was die Einhaltung des Artikels 116 des Forstgesetzbuches angeht, so betrifft dieser nur Holzsägewerke, deren Niederlassung in einem Domänialforst oder -wald oder in einer Entfernung von weniger als 250 m von ihnen er der Genehmigung des Ministers der Landwirtschaft unterwirft. Er stellt das vorliegende Projekt somit nicht in Frage.

Hinsichtlich des Widerspruchs zu Seite 58 des SDER wird das CCUE darauf achten, dass die kulturelle und territoriale Identität des Ortes durch eine adäquate Behandlung der Landschaft gestärkt wird.

Was die im SDER enthaltene schematische Karte der Gebiete von biologischem Interesse betrifft, so stellt sie, wie die Umweltverträglichkeitsprüfung und der CRAT betont haben, nur eine Andeutung dessen dar, was gegebenenfalls eines Tages eine Karte der ökologischen Struktur der Wallonischen Region werden könnte. Sie hat daher in diesem Stadium keinen bindenden Wert. Im Gegensatz dazu hat die Regierung mit ihrem Beschluss vom 26. September 2002 der Europäischen Kommission 231 Gebiete von gemeinschaftlichem Interesse mit einer Gesamtfläche von ungefähr 217.672 Hektar vorgeschlagen, die im Sinne der Habitatrichtlinie EG/92/43 förderfähig sind. Diese Benennung von Natura 2000-Gebieten nimmt die regionale ökologische Struktur vorweg.

— Neuausrichtung der Verstädterung

Hinsichtlich des exzentrischen Charakters des Gebiets gegenüber dem Stadtzentrum ist, wie die Regierung bereits im Erlass vom 18. September 2002 ausgeführt hat, in Beantwortung der Beschwerden und Bemerkungen des CWEDD auf Folgendes hinzuweisen:

— Wenn das Projekt auch nicht an der Neuausrichtung der Verstädterung teilhat, so ist es doch für die Aufnahme von Unternehmen mit hohem Raumbedarf oder starker Belästigungswirkung, insbesondere durch den entstehenden Verkehr, bestimmt. Derartige Tätigkeiten dürfen nicht in einer verstädterten Umgebung angesiedelt werden.

— Das Gewerbeparkprojekt hat die Aufnahme von Tätigkeiten mit hohem Raumbedarf oder mit für die Ansiedlung in einer verstädterten Umgebung zu starker Belästigungswirkung, insbesondere durch den entstehenden Verkehr, zum Ziel.

— Der Standort Amblève (Recht) weist angesichts seiner Nähe zur E42 Merkmale auf, die für die Ansiedlung von Unternehmen geeignet sind, die ein höheres Verkehrsaufkommen hervorrufen und größere Flächen benötigen, als im Gewerbegebiet Sankt Vith II vorhanden sind, das von kleinen und mittleren Unternehmen besiedelt ist.

— Das Projekt kommt insofern zu einer bestehenden Verstädterung hinzu, als es die Erweiterung eines vorhandenen Gewerbegebiets vorsieht, was die Herbeiführung von Synergien mit den Unternehmen vor Ort und eine bessere Nutzung der vorhandenen Ausstattungen ohne größere Verstärkung ermöglicht.

— Wirtschaft und Beschäftigung

Die Regierung ist bezüglich der Arbeitsplatzquote pro Hektar der Ansicht, dass es in diesem Wirtschaftszweig normal ist, dass die Arbeitsplatzquote pro Hektar niedriger ist als in anderen Sektoren.

- Grundstücksauswirkungen auf das Anliegerwohngebiet

Die Wertentwicklung der Grundstücke scheint schwer vorhersehbar; die Veräußerungsmöglichkeiten eines Guts sind vielfältig und für ein und dieselbe Zweckbestimmung können unterschiedliche Merkmale verschieden bewertet werden.

- Landschaftliche und Umweltauswirkungen

Das Projekt gefährdet:

- kein durch die Naturschutzgesetzgebung geschütztes Element;
- kein als kulturelles Immobilienerbe geschütztes Element;
- keinen Umkreis von landschaftlichem Interesse.

Das Projekt liegt zwar in einem Waldgebiet, gefährdet aber die charakteristischsten Teile der natürlichen Umgebung nicht; die vom Projekt betroffenen Teile sind nur von begrenztem forstwirtschaftlichen Interesse und zudem bereits stark abgeholzt. Diese Auswirkungen sind schließlich im Vergleich mit der Waldfläche im Referenzgebiet angesichts der Zahl der geschaffenen Arbeitsplätze (die sozioökonomischen Auswirkungen des Projekts sollen sich in der Schaffung von rund 280 Arbeitsstellen vor Ort niederschlagen) und der sich durch den Standort und die weiter oben aufgeführten Vorteile ergebenden wirtschaftlichen Entwicklung äußerst geringfügig.

Was zum einen die eingereichten Beschwerden und zum anderen das Gutachten des CWEDD angeht, in denen hingewiesen wird auf:

- die langfristigen Nebeneffekte der Raumordnungsmaßnahmen auf die Umwelt,
- die Entwaldung des Nordkamms der Waldachse Bütgenbach-Sankt Vith,
- den Bau von Gebäuden auf den Kämmen,
- die Bewaldungskontinuität des Waldgürtels, vor allem im Südteil des Standorts,
- die Gefährdung des touristischen Interesses des Gebiets,
- die Gefährdung der typischen Ardennenlandschaft,

erlegt die Regierung wie vom CRAT angeregt auf, dass das CCUE ausdrücklich die landschaftlichen Gestaltungsmaßnahmen bestimmt, die zur Integration des Gebiets in die bestehenden bebauten und nicht bebauten Räume beitragen werden.

- Zulässige Tätigkeiten

In Bezug auf die Spezialisierung des Gebiets schließt sich der CRAT, auch wenn ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass die in der zusätzlichen Vorschriften enthaltenen Begriffe wenig präzise sind, dem Willen der Regierung an, vor Ort eine bestehende Spezialisierung auf den Holzsektor zu verstärken, dessen Standort im Hohen Venn angesichts der Nähe der Rohstoffe sachlich angemessen ist.

- Lärmbelästigungen

Hinsichtlich der Beschwerden über die durch den Verkehr hervorgerufenen Lärmbelästigungen, die durch das Fällen von Bäumen für die Errichtung des Gebiets noch erhöht würden, muss das CCUE die nützlichen Maßnahmen bestimmen, die zu treffen sind, um diese Belästigungen, insbesondere für die Anwohner, zu reduzieren.

- Zugänglichkeit und Multimodalität

Das Gebiet besitzt zwar keinen Schienenanschluss mehr, die zur Niederlassung dort zugelassenen Unternehmen können aber sinnvollerweise die Dienste der multimodalen Plattformen Lüttich-Bierset und Lüttich Renory in Anspruch nehmen.

Die Umweltverträglichkeitsprüfung stellt fest, dass das Projekt den Verkehr auf der Zufahrtsverbindung zur E42 über die N659 erhöhen wird.

Sie schlägt aus Sicherheitsgründen vor, dass die Zufahrt zum Gebiet von der RN659 aus erfolgen und deren Verbindung mit der RN62 neu gestaltet werden soll.

Das CCUE wird prüfen, wie die Verkehrsprobleme inner- und außerhalb des Standorts so am geeignetsten gelöst werden können, dass das durch die Ansiedlung des Gewerbegebiets hervorgerufene zusätzliche Verkehrsaufkommen bewältigt wird.

- Wasserwirtschaft

Was den Schutz der Quellen einerseits und den Schutz der Grundwasserträger und die Bewirtschaftung der Abwässer andererseits angeht, muss das CCUE die in Anbetracht der sehr guten Qualität der Wasserläufe einzuhaltenden Schutz- und Bewirtschaftungsmaßnahmen bestimmen, um die Steuerung der Einleitung des abfließenden Oberflächenwassers und der aus den Produktionsprozessen stammenden Abwässer zu gewährleisten.

- Tourismus

Ein Beschwerdeführer ist der Ansicht, dass das Projekt nicht der touristischen Bestimmung der Hochardennen Rechnung trägt und dass sich der Bau von Gebäuden auf den Kämmen auf den Tourismus auswirken wird.

Die Regierung stellt fest, dass die verstädterte Umgebung des Geländes das äußere Erscheinungsbild schon heute entwertet. Um diese Situation zu verbessern, wird das CCUE darauf achten, dass die Abschirmung des vorhandenen Gebiets und des neuen Gebiets und ihre Integration in das bebaute und nicht bebaute Umfeld garantiert sind, wodurch sichergestellt wird, dass das touristische Interesse der Region nicht gefährdet und die aktuelle Wahrnehmung des Standorts verbessert wird.

Begleitmaßnahmen

In der Erwägung, dass der Artikel 46, § 1, Abs. 2, 3° des CWATUP vorsieht, dass die Eintragung eines neuen Gewerbegebiets entweder die Wiederverwendung von stillgelegten Gewerbegebieten oder die Verabschiedung anderer umweltschützender Maßnahmen oder eine Kombination dieser beiden Begleitungsarten voraussetzt;

In der Erwägung, dass die Begleitmaßnahmen einerseits von der tatsächlichen Umweltqualität des zur Verstädterung verwendeten Umkreises und andererseits vom objektiven Beitrag dieser Begleitmaßnahmen abhängen müssen;

In der Erwägung, dass die Rehabilitation von stillgelegten Gewerbebetriebsgeländen ein wichtiger Teil dieser Umweltbegleitmaßnahmen bleibt;

In der Erwägung, dass die Regierung im Rahmen der Begleitmaßnahmen zur vorliegenden Sektorenplanrevision die Wiederverwendung einer bestimmten Zahl von stillgelegten Gewerbegebieten wählt;

In der Erwägung, dass bei der Bewertung des Verhältnisses zwischen den Begleitmaßnahmen und den Projekten für die Eintragung von neuen Gewerbegebieten sinnvollerweise zum einen die differenzierten Auswirkungen der Rehabilitation von stillgelegten Gewerbebetriebsgeländen entsprechend ihres Standorts und ihrer Verseuchung und zum anderen die Umweltauswirkungen der Schaffung eines neuen Gewerbegebiets, die je nach seinen Merkmalen und seiner Lage schwanken, zu berücksichtigen sind; dass es daher den Anschein hat, dass unter Einhaltung des Verhältnismäßigkeitsprinzips eine schwere Rehabilitation eine stärkere Belastung darstellen muss als die Rehabilitation

eines weniger verschmutzten Geländes, dass die Auswirkungen der umweltschützenden Maßnahmen nach der Wirkung, die man vernünftigerweise von ihnen erwarten kann, eingeschätzt werden müssen und dass diese Maßnahmen umso umfangreicher oder weniger umfangreich sein müssen, als die Schaffung des neuen Gewerbegebiets erhebliche oder weniger erhebliche Auswirkungen auf seine Umwelt hat;

In der Erwägung, dass im vorliegenden Fall, da keine Elemente vorliegen, die die Objektivierung der Faktoren zur vollständigen Beurteilung dieser Gewichtungen und Auswirkungen erlauben, die Regierung es für zweckmäßig erachtet, sowohl um die Vorschriften des Artikels 46, § 1, Abs. 2, 3° des CWATUP sicher einzuhalten, als auch in der ihr eigenen Sorge, die Wiederverwendung von stillgelegten Gewerbegebieten, sofern dies zumutbar möglich ist, zu fördern, eine strenge Auslegung dieses Textes vorzunehmen und einen Schlüssel einzuhalten, der ungefähr einem m² wiederverwendetem stillgelegtem Gewerbegebiet für einen m² nicht verstädterbare Flächen, die künftig für Wirtschaftstätigkeiten bestimmt sind (allerdings unter Abzug der früher für Wirtschaftstätigkeiten bestimmten und in nicht verstädterbare Gebiete zurückgestuften Flächen), entspricht;

In der Erwägung, dass die im Artikel 46, § 1, Abs. 2, 3° des CWATUP vorgesehene Begleitung auf regionaler Ebene beurteilt werden kann; dass, da das vorliegende Projekt in einen vorrangigen Plan eingetragen wird, der die gesamte Region mit neuen Gewerbegebieten versorgt, der obige Schlüssel somit global angewandt werden kann und der Ausgleich zwischen allen aus nicht verstädterbaren Gebieten zur Verwendung für Wirtschaftstätigkeiten herausgenommenen Flächen einerseits (allerdings unter Abzug der früher für Wirtschaftstätigkeiten bestimmten und in nicht verstädterbare Gebiete zurückgestuften Flächen) und allen Flächen wiederverwendeter stillgelegter Gewerbegebiete andererseits erfolgen kann;

In der Erwägung jedoch, dass es in der Sorge um eine ausgewogene geographische Verteilung, da die neuen Gebiete, die der vorrangige Plan für Wirtschaftstätigkeiten bestimmt, auf das Gebiet der gesamten Region verteilt sind, zweckmäßig erscheint, darauf zu achten, dass auch die stillgelegten Gewerbebetriebsgelände ausgewogen verteilt sind;

In der Erwägung, dass zur Verwirklichung dieses Ziels die Region in fünf ausgeglichene und geographisch einheitliche Sektoren aufgeteilt wurde; dass das vorliegende Projekt somit in einen Projektkomplex (Stavelot - Ster, Sankt Vith, Theux - Laboru, Neufchâteau - Longlier und La Roche-en-Ardenne - Beausaint) eingeordnet wurde;

In der Erwägung, dass die Regierung hinsichtlich der Begleitmaßnahmen beschließt, die Wiederverwendung der folgenden Gelände in Betracht zu ziehen:

| | |
|---------------------|---|
| — ARLON | Etablissements Neu |
| — BERTRIX | SNCB-Werkstatt |
| — BOUILLON | Gesundheitszentrum |
| — EUPEN | Schlachthaus Eupen |
| — EUPEN | Spinnerei Peters |
| — LIERNEUX | SNCV-Reparaturwerkstätten |
| — MALMEDY | Kino Europe |
| — MALMEDY | Brauerei Lepique |
| — MANHAY | Kleinverkehrsbahnhof |
| — MARCHE-EN-FAMENNE | Karosseriebau Delooz |
| — MARTELANGE | Schieferbruch "an der Laach" |
| — NEUFCHATEAU | Mühle Klepper |
| — STAVELOT | Abfüllwerk Duk'eau |
| — STAVELOT | Gerberei La Foulerie |
| — THEUX | Mühle Buche |
| — THEUX | Bodart & Gonay |
| — THEUX | Riemenfabrik Lemoine |
| — THEUX | Gerberei Dubois |
| — TROIS-PONTS | Viehmarkthalle |
| — VIELSALM | Les Doyards |
| — WAIMES | Bahnhof Sourbrodt |
| — WELKENRAEDT | Céramic |
| — LA LOUVIERE | Sars Longchamps 3 und Eisenbahnwerkstatt |
| — LA LOUVIERE | Louvierer Blechfabriken |
| — LA LOUVIERE | Metallbau Charly Gobert |
| — LA LOUVIERE | Werkstätten Henin SPRL Spiltoir Rappez Hecq |
| — LA LOUVIERE | Fosse du Bois |
| — LA LOUVIERE | St-Patrice |
| — LA LOUVIERE | Mühle Dambot |
| — LA LOUVIERE | Werkstätten La Louvière-Bouvy |
| — LA LOUVIERE | Werk Ubell |
| — LA LOUVIERE | Bolzenfabrik Boël |
| — LA LOUVIERE | Eisenbahn der Glasereien |

| | |
|-----------------|---|
| — LA LOUVIERE | Linie SNCV 82 Houdeng-Maurage |
| — LA LOUVIERE | Linie SNCV 90 SNCB 114 Trivières-St Vaast |
| — LA LOUVIERE | Kunststoffe La Louve |
| — LA LOUVIERE | Glaverbel |
| — LA LOUVIERE | Idéal standard |
| — LA LOUVIERE | Kommunale Regiebetriebe |
| — LA LOUVIERE | (Glasureien Le Mitant des Camps) |
| — PONT-A-CELLES | SNCB-Gerätelager |
| — LA LOUVIERE | St-Julien |
| — CHARLEROI | Nr. 4 Martinet (Hof) |
| — CHARLEROI | Nr. 4 Martinet |
| — CHARLEROI | Stahlhütte Léonard Giot |

die insgesamt eine mindestens gleichwertige Fläche ausmachen;

In der Erwägung, dass es, wie der CWEDD betont hat, hinsichtlich der umweltschützenden Maßnahmen der Artikel 46, § 1, Absatz 2, 3° des CWATUP nicht zulässt, dass darunter Schutzmaßnahmen aufgenommen werden, die entweder in Anwendung des CWATUP oder einer anderen geltenden Regelung vorgeschrieben sind; dass die Regierung trotzdem unterstreichen möchte, dass sie in der Sorge um die Wahrung des Umweltschutzes parallel zur Aufstellung des vorrangigen Plans, in dessen Rahmen der vorliegende Erlass steht, einen neuen Artikel 31bis des CWATUP verabschiedet hat, in dem vorgeschrieben wird, dass jedes neue Gewerbegebiet von einem CCUE begleitet wird, das die Vereinbarkeit des Gebiets mit seiner Umwelt sicherstellt;

In der Erwägung, dass das CCUE im vorliegenden Fall durch spezifische Maßnahmen ergänzt wird, die über die Vorschriften im Artikel 31bis des CWATUP und seines Anwendungsgrundschreibens vom 29. Januar 2004 hinausgehen, um einen besseren Umweltschutz sicherzustellen (Verbesserung der städtebaulichen Integration des aktuellen Gewerbegebiets); dass diese spezifischen Maßnahmen als umweltschützende Maßnahmen betrachtet werden müssen, die die Maßnahmen der Wiederverwendung von stillgelegten Gewerbegebieten in Anwendung des Artikels 46, § 1, Absatz 2, 3° des CWATUP ergänzen sollen;

In der Erwägung, dass auf diese Weise die durch diesen Artikel auferlegte Verpflichtung mehr als bei weitem erfüllt wird;

CCUE

In der Erwägung, dass in Ausführung des Artikels 31bis des CWATUP vor der Errichtung des Gewerbegebiets ein CCUE nach den Leitlinien des ministeriellen Rundschreibens vom 29. Januar 2004 aufgestellt wird;

In der Erwägung, dass der CWEDD in seinen verschiedenen Gutachten eine Reihe allgemeiner Empfehlungen über die etwaige Durchführung von Projekten, insbesondere im Bereich der Wasser-, Luft- und Abfallbewirtschaftung, der Erdbewegungen, der Betreuung der von den Projekten betroffenen landwirtschaftlichen Betriebe, der Mobilität und der Zugänglichkeit, der landschaftlichen Integration und der Integration der Vegetation, abgegeben hat;

In der Erwägung, dass die Regierung diese Empfehlungen zunächst durch den Vorschlag der Verabschiedung des Artikels 31bis des CWATUP im Parlament, der vorsieht, dass die neuen Gewerbegebiete Gegenstand eines CCUE sind, und danach durch die Definition des Inhalts dieses CCUE durch das Rundschreiben, das sie am 29. Januar 2004 erlassen hat, weitgehend vorweggenommen hat;

In der Erwägung, dass einige der vom CWEDD abgegebenen Empfehlungen Präzisierungen bringen, die entsprechnend den oben beschriebenen Merkmalen entweder allgemein oder für das vorliegende Projekt zweckdienlich erscheinen; dass sie vom Verfasser des CCUE in dieses aufgenommen werden müssen;

In der Erwägung folglich, dass das CCUE in jedem Fall die im Folgenden aufgeführten Bestandteile enthalten muss:

- die getroffenen Maßnahmen, um eine angemessene Behandlung der Wasserbewirtschaftung, insbesondere der Abwässer, zu ermöglichen;
- die Abschirmungsmaßnahmen des zu schaffenden Gebiets, um insbesondere die visuellen Auswirkungen durch die Entwaldung des Nordkamms zu verringern;
- die landschaftlichen Gestaltungsmaßnahmen, die zur Integration des vorhandenen Gebiets und des zu schaffenden Gebiets in die bestehenden bebauten und nicht bebauten Räume beitragen werden;
- die Maßnahmen zur internen und externen Mobilität von Gütern und Personen im Gebiet, einschließlich der Gewährleistung der Sicherheit der für den Fahrrad- und Fußgängerverkehr reservierten Bereiche;
- die nützlichen Maßnahmen, die zu treffen sind, um die durch den Verkehr hervorgerufenen Belästigungen, insbesondere für die Anwohner, zu reduzieren, die durch das Fällen von Bäumen für die Errichtung des Gebiets noch erhöht würden;

Schlussfolgerungen

In der Erwägung, dass sich aus allen diesen Entwicklungen ergibt, dass das vorliegende Projekt am besten geeignet ist, unter Einhaltung der im Artikel 1 des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Ziele, den Bedarf an Gewerbegebieten im betroffenen Referenzgebiet zu befriedigen;

Nach Beratung,

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung verabschiedet endgültig die Revision des Sektorenplans, die auf dem Gebiet der Gemeinde AMBLEVE (Kaiserbaracke) in Erweiterung des vorhandenen Gewerbegebiets (Karte 56/2N) die Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets beinhaltet.

Art. 2 - Die folgende, unter der Abkürzung *S 20 vermerkte zusätzliche Vorschrift findet in dem durch den vorliegenden Erlass in den Plan eingetragenen industriellen Gewerbegebiet Anwendung:

« In dem unter der Abkürzung *S 20 vermerkten industriellen Gewerbegebiet darf nur die Ansiedlung von Grossunternehmen und von Unternehmen, die mit dem Holzsektor oder der Land- und Ernährungswirtschaft verbunden sind, zugelassen werden. »

Art. 3 - Die Revision wird gemäß dem beiliegenden Plan verabschiedet.

Art. 4 - Das gemäß dem Artikel 31*bis* des CWATUP aufgestellte CCUE enthält auf jeden Fall die folgenden Bestandteile:

- die getroffenen Maßnahmen, um eine angemessene Behandlung der Wasserbewirtschaftung, insbesondere der Abwässer, zu ermöglichen;
- die Abschirmungsmaßnahmen des zu schaffenden Gebiets, um insbesondere die visuellen Auswirkungen durch die Entwaldung des Nordkamms zu verringern;
- die landschaftlichen Gestaltungsmaßnahmen, die zur Integration des vorhandenen Gebiets und des zu schaffenden Gebiets in die bestehenden bebauten und nicht bebauten Räume beitragen werden;
- die Maßnahmen zur internen und externen Mobilität von Gütern und Personen im Gebiet, einschließlich der Gewährleistung der Sicherheit der für den Fahrrad- und Fußgängerverkehr reservierten Bereiche;
- die nützlichen Maßnahmen, die zu treffen sind, um die durch den Verkehr hervorgerufenen Belästigungen, insbesondere für die Anwohner, zu reduzieren, die durch das Fällen von Bäumen für die Errichtung des Gebiets noch erhöht würden.

Art. 5 - Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. April 2004.

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Plan kann bei der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes, rue des Brigades d'Irlande 1 in 5100 Jambes, und bei der betroffenen Gemeindeverwaltung eingesehen werden.

Das Gutachten des CRAT ist hiernach veröffentlicht.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 2004/27120]

22 APRIL 2004. — Besluit van de Waalse Regering houdende de definitieve goedkeuring van de herziening van het gewestplan van Malmédy-Saint-Vith met het oog op de opnemng van een industriële bedrijfsruimte in Amblève (Recht) als uitbreiding van de bestaande bedrijfsruimte van Kaiserbaracke (blad 56/2N)

De Waalse Regering,

Gelet op het CWATUP (Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium), meer bepaald de artikels 22, 23, 30, 35, 37 en 41 tot 46 en 115;

Gelet op het SDER (gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan - GROEP), goedgekeurd door de regering op 27 mei 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Executieve van 19 november 1979 tot invoering van het gewestplan van Malmédy-Saint-Vith, meer bepaald gewijzigd door het besluit van de Waalse Executieve van 7 mei 1991;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2002 tot herziening van het gewestplan van Stavelot-Malmédy-Saint-Vith en houdende de goedkeuring van het voorontwerp tot wijziging van dit plan met het oog op de opnemng van een industriële bedrijfsruimte in Amblève (Recht) als uitbreiding van de bestaande bedrijfsruimte van Kaiserbaracke (blad 56/2N);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2003 houdende de goedkeuring van het gewestplan van Stavelot-Malmédy-Saint-Vith met het oog op de opnemng van een industriële bedrijfsruimte in Amblève (Recht) als uitbreiding van de bestaande bedrijfsruimte van Kaiserbaracke (blad 56/2N);

Gelet op de klachten en opmerkingen, geuit tijdens het openbaar onderzoek dat werd uitgevoerd in Amblève tussen 1 november 2003 en 15 december 2003, met betrekking tot de volgende thema's :

- de oriëntatiedocumenten en reglementaire procedures;
- de stadskerninbreiding;
- de economie en de werkgelegenheid;
- de invloed van het vastgoed op het nabijgelegen woongebied;
- de invloed op landschap en milieu;
- de activiteiten die zijn toegelaten in het gebied;
- de lawaaioverlast;
- de toegankelijkheid en de multimodaliteit;
- de lokalisering van het ontwerp;
- het waterbeheer;
- het toerisme;

Gelet op het gunstige advies van de gemeenteraad van Amblève van 29 december 2003;

Gelet op het gunstige advies met betrekking tot de herziening van het gewestplan van Stavelot-Malmédy-Saint-Vith met het oog op de opnemng van een industriële bedrijfsruimte in Amblève (Recht) als uitbreiding van de bestaande bedrijfsruimte van Kaiserbaracke (blad 56/2N), uitgebracht door de CRAT (gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening) op 12 maart 2004;

Gelet op het ongunstige advies van de Waalse milieuraad voor de duurzame ontwikkeling van 4 maart 2004;

Validatie van de effectenstudie

Overwegende dat de Regering in haar besluit van 18 september 2003 van mening is dat de effectenstudie alle vereiste elementen bevatte om te oordelen over de opportuniteit en de afstemming van het ontwerp en deze dan ook als volledig beschouwt;

Overwegende dat de CRAT van mening is dat de effectenstudie van goede kwaliteit is, ook al zijn er bepaalde materiële fouten en hiaten;

Overwegende dat de CWEDD (Waalse milieuraad voor de duurzame ontwikkeling) van mening is dat de studie van bevredigende kwaliteit is, ook al wordt betreurd dat de raad niet beschikt over bepaalde informatie of opmerkingen;

Overwegende dat deze bijkomende elementen, zoals vastgesteld door de CRAT en de CWEDD, geen deel uitmaken van de inhoud van de effectenstudie, zoals bepaald door artikel 42 van het CWATUP en door het speciaal bestek; dat het ontbreken daarvan niet van die aard is dat de Regering geen uitspraak kan doen met kennis van zaken over de afstemming en de opportuniteit van het ontwerp;

Overwegende dat er akte wordt genomen van de materiële fouten die geen invloed hebben op de inhoud van de studie;

Overwegende dientengevolge dat de effectenstudie voldoet aan de bepaling van artikel 42 van het CWATUP en van het bestek; dat de Regering voldoende geïnformeerd is om met kennis van zaken uitspraak te doen;

Afstemming van het ontwerp op de behoeften

Overwegende dat het de bedoeling is van de Regering om op korte termijn tegen het jaar 2010, te voldoen aan de behoeften qua noodzakelijke ruimte voor de economische activiteit;

Overwegende dat, op basis van een verslag, opgesteld door de DGEE (Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling) en de analyse die daarvan werd gemaakt, de Regering in haar besluit van 18 oktober 2002 van mening is dat het grondgebied van de Intercommunale Services Promotion Initiatives (SPI+ - dienst voor de promotie van initiatieven) opgedeeld moet worden in zes subruimtes : het centrum, het gebied in het noordoosten (streek van Verviers en Eupen), het gebied in het zuidoosten (streek van Malmédy en Saint-Vith), het gebied in het noordwesten (streek van Borgworm en Hannuit), het gebied in het zuidwesten (streek van Hoi) en het gebied in het zuiden (streek van Aywaille); dat ze van mening is dat de streek van Malmédy-Saint-Vith binnen dit en 10 jaar behoefte zal hebben aan terreinen, bestemd voor economische activiteit, geschat op zo'n 56 hectaren netto-oppervlakte, waaraan forfaitair 10% oppervlakte moet worden toegevoegd, nodig voor de technische voorzieningen van het gebied, hetzij een oppervlakte van zo'n 62, hectaren op te nemen als bedrijfsruimte;

Overwegende dat de effectenstudie deze analyse in vraag heeft gesteld : de verdeling van het DGEE zou vaag zijn en gebaseerd op de kaart "synthese van de economische resultaten" van de Waalse atlas, opgesteld door de CPDT (permanente conferentie voor de gewestelijke ontwikkeling);

Overwegende dat de studie tot het besluit is gekomen dat het gepast is om het referentiegebied uit te breiden met enkele aangrenzende gemeenten die vallen onder dezelfde economische ontwikkelingsoperator : werden toegevoegd de gemeenten Malmédy, Stavelot, Trois Ponts en Weismes;

Overwegende dat zij de behoeften van dit referentiegebied heeft opgetrokken en opnieuw bepaald op 100 tot 160 hectaren bruto-oppervlakte;

Overwegende dat de CWEDD de specialisatie van het gebied voor een activiteitensector die wordt beschouwd als afnemend en, dientengevolge de evaluatie van de behoeften, in vraag stelt;

Overwegende daarentegen dat de CRAT het eens is met de validatie van de behoeften, zoals uitgevoerd in de effectenstudie voor het referentiegebied zoals bepaald door de auteur van de studie;

Overwegende dat de Regering van mening is dat er om deze behoeften te evalueren, ook rekening gehouden moet worden met haar vrijwillig voluntaristisch beleid om de economische activiteit in bepaalde delen van het gewest te promoten;

Validatie van het ontwerp

Overwegende dat het besluit van 18 oktober 2002 gebaseerd is op het feit dat om een correcte vermazing te bekomen van deze streek, er nieuwe ruimtes voorbehouden moeten worden voor de economische activiteit in de subgebieden van Saint-Vith en Stavelot-Malmédy;

Overwegende dat de effectenstudie van mening is dat de optie van het voorontwerp tot wijziging gegrond is, waar wordt beoogd om een bedrijfsruimte op te nemen van 33 hectaren op het grondgebied van de gemeente Amblève, met het oog op de vestiging van grote industriële ondernemingen en ondernemingen die actief zijn in de houtsector en de agrovoedingssector; dat de versterking van deze specialisatie, die al bestaat op de site, een inplanting rechtvaardigt in de Hoge Venen, buiten een pool van het SDER;

Overwegende dat de CRAT deze analyse niet in vraag stelt;

Onderzoek van de lokalisering- en afbakeningsalternatieven en uitvoering

Overwegende dat in overeenstemming met artikel 42, lid 2, 5° van het Waalse Wetboek en het speciale bestek, de effectenstudie de alternatieven heeft onderzocht; dat deze alternatieven betrekking kunnen hebben op de lokalisering, de afbakening of nog op de uitvoering van het gebied dat opgenomen moet worden in het ontwerp van gewestplan;

Overwegende dat er geen enkel lokaliseringalternatief kon worden ontwikkeld; dat bovendien de effectenstudie niet toelaat afbakeningsalternatieven van het voorontwerp te benadrukken;

Overwegende dat een reclamant van mening is dat er andere meer geschikte terreinen bestaan, waarvan de uitvoering niemand zou storen, in de buurt van de weg naar Saint-Vith; dat evenwel voor de effectenstudie het belangrijkste criterium voor het zoeken naar een lokaliseringalternatief de noodzaak is om synergieën tot stand te brengen met de bestaande ondernemingen op of in de buurt van de site, en in dezelfde activiteitensector;

Overwegende dat de CRAT de aandacht vestigt op het feit dat bij de klacht geen kaart werd gevoegd om het voorstel van de reclamant te lokaliseren en te beoordelen; dat zij van mening is dat de door de regering gekozen lokalisering relevant is;

Overwegende dat uit deze vergelijkende studie blijkt dat de beste oplossing om te voldoen aan de doelstellingen van de Regering erin bestaat het ontwerp te kiezen dat wordt voorgesteld door de auteur van de effectenstudie;

Overwegingen met betrekking tot de algemene aanbevelingen van de CWEDD

Overwegende dat de CWEDD in haar verschillende adviezen een reeks algemene overwegingen heeft opgenomen met betrekking tot de herzieningsprocedure en algemene aanbevelingen met betrekking tot de eventuele uitvoering van de ontwerpen;

Overwegende dat de raad eerst en vooral van mening is dat de evaluatie inzake de uitvoering van het prioritaire plan enkel relevant is op voorwaarde dat voor de inplanting van de infrastructuur een nieuwe evaluatie wordt gemaakt met betrekking tot de gevolgen eigen aan de groepering van ondernemingen; dat wordt gevraagd om bij de inplanting van gebouwen een milieu-evaluatie uit te voeren per ingebruiknamefase van het activiteitengebied om een algemeen beeld te krijgen van de omvang daarvan;

Overwegende dat het CCUE (stedenbouwkundig en milieubestek) waarvan de uitvoering wordt opgelegd door artikel 31bis van het CWATUP, een geldigheidsduur van maximaal tien jaar heeft; dat voor de hernieuwing ervan een nieuw onderzoek naar de situatie moet worden uitgevoerd waarna deze bepalingen kunnen worden aangepast aan de evolutie die ter plaatse wordt vastgesteld en aan de bijkomende gegevens die in die periode worden verkregen; dat in voorkomend geval ter gelegenheid van dit nieuwe onderzoek eventueel gepaste procedures gestart kunnen worden voor herbesteding of voor bestemmingswijziging; dat deze procedure dus moet toelaten grotendeels tegemoet te komen aan de suggestie die werd geformuleerd door de CWEDD;

Overwegende dat de CWEDD vervolgens herinnert aan haar aanbevelingen met betrekking tot de relaties tussen mobiliteit, vervoer en ruimtelijke ordening; dat men zich verheugt over de verplichting om door middel van het CCUE mobiliteitsplannen op te stellen die het gebruik van zuiniger en minder vervuilende vervoersvormen en openbaar vervoer moeten bevorderen; dat men erop aandringt dat het voetgangers- en fietsverkeer in de nieuwe bedrijfsruimtes wordt beveiligd;

Overwegende dat deze suggestie relevant lijkt; dat deze beveiliging opgenomen moet worden in de voorschriften die het CCUE moet bevatten;

Overwegende bovendien dat de wens om verbindingen met het openbaar vervoer te voorzien voor deze nieuwe bedrijfsruimtes niet in tegenspraak is met het beleid van de regering; dat het Waalse TEC-net zo is georganiseerd dat de belangrijkste plaatsen van het gebied waar veel verkeer is, worden aangedaan en dat, aangezien dit net hoofdzakelijk bestemd is voor wegvervoer, het gemakkelijk en zonder aanzienlijke investeringen aangepast kan worden aan de evolutie van deze plaatsen; dat anderzijds, gezien de structurele kostprijs, de spoorweg enkel een relevante oplossing biedt voor de mobiliteitsproblemen over lange afstanden en voor grote volumes; dat dientengevolge voor de meeste individuele transportbehoeften van de KMO's die zich zullen mogen vestigen in de nieuw gecreëerde bedrijfsruimtes, de spoorweg enkel gebruikt kan worden in combinatie met andere vervoermiddelen, voornamelijk over de weg; dat dus enkel door een intermodaliteit spoorweg-wegverkeer, die geïntegreerd zal worden in de mobiliteitsplannen opgelegd door het CCUE, de doelstellingen inzake duurzame mobiliteit, zoals bepaald door de CWEDD, verwezenlijkt kunnen worden;

Bijzondere overwegingen

Overwegende dat rekening gehouden moet worden met de volgende specifieke elementen :

- Oriëntatiedocumenten en reglementaire procedures;

Bepaalde reclamanten betwisten dat de oriëntatiedocumenten en de reglementaire procedures werden nageleefd.

Wat de procedure van het openbaar onderzoek betreft, heeft de gemeentelijke administratie van Amblève een dubbele affiche gepubliceerd in de Duitse en Franse taal, zoals bepaald door de wet.

Wat het naleven van artikel 116 van het Boswetboek betreft, dit heeft enkel betrekking op de houtzaagmolens waarvan de inplanting in het centrum of ten minste op 250m van een woud of een staatsbos, onderworpen wordt aan een vergunning door de Minister van Landbouw. Het onderhavige ontwerp wordt dus niet in vraag gesteld.

Wat de tegenspraak betreft met pagina 58 van het SDER, moet het CCUE erover waken om de culturele en territoriale identiteit van de plaats te versterken door een gepaste behandeling van het landschap.

Wat de schematische kaart van de gebieden met een biologisch belang betreft, voorgesteld in het SDER, en zoals ook benadrukt in de effectenstudie en de CRAT, deze is slechts een ruwe schets van wat eventueel op een dag een ecologische structuurkaart van het Waalse Gewest kan worden. In dit stadium heeft ze dus geen dwingende waarde. In tegenstelling daarmee heeft de Regering op 26 september 2002 aan de Europese Commissie 231 sites van communautair belang voorgesteld, met ongeveer 217.672 hectaren, die in aanmerking komen in de zin van de richtlijn "Woongebied" CE/92/43. Deze bestemming als sites Natura 2000 is een aankondiging van de ecologische regionale structuur.

- Stads-kerninbreiding

Wat het excentrische karakter van het gebied ten opzichte van het stadscentrum betreft, moet in antwoord op de klachten en opmerkingen van de CWEDD, het volgende worden vermeld, zoals ook reeds door de Regering opgemerkt in het decreet van 18 oktober 2002 :

- Als het ontwerp geen deel uitmaakt van de stads-kerninbreiding, is het bedoeld voor de vestiging van ondernemingen die enorm veel ruimte innemen of die belangrijke overlast veroorzaken, meer bepaald door het gegenereerde verkeer. Zulke activiteiten horen niet thuis in een stedelijk milieu.
- Het ontwerp voor een bedrijfsruimte is gericht op de vestiging van activiteiten waarvoor enorm veel ruimte nodig is of die veel te veel overlast veroorzaken, meer bepaald door het gegenereerde verkeer, om zich in een stedelijk milieu te vestigen.
- Rekening houdend met de nabijheid van de E42, beschikt de site van Amblève (Recht), over karakteristieken die geschikt zijn voor de vestiging van ondernemingen die meer verkeer van vrachtwagens genereren en die grotere oppervlakten nodig hebben dan de bedrijfsruimte van Saint-Vith II, die wordt ingenomen door kleine of middelgrote ondernemingen.
- Het ontwerp voegt zich bij een bestaande urbanisatie, aangezien het gericht is op de uitbreiding van een bestaande bedrijfsruimte, wat synergieën mogelijk maakt met de aldaar bestaande ondernemingen en een beter gebruik van de beschikbare voorzieningen zonder noemenswaardige versterking.
- Economie en werkgelegenheid

Met betrekking tot het tewerkstellingspercentage per hectare, is de Regering van mening dat het in deze activiteitensector normaal is dat het tewerkstellingspercentage per hectare lager ligt dan in andere sectoren.

- Invloed van het vastgoed op het nabijgelegen woongebied

De evolutie van de grondwaarde is moeilijk in te schatten : de mogelijkheden om een goed te verkopen verschillen en voor eenzelfde bestemming zijn er verschillende karakteristieken die op verschillende wijze beoordeeld kunnen worden.

- Invloed op landschap en milieu

Het ontwerp betekent geen aanslag :

- noch op een element dat wordt beschermd door de wet op de natuurbescherming;
- noch op een beschermd element van het cultureel vastgoedpatrimonium;
- noch op een perimeter van landschappelijk belang;

Ook al is het gelegen in een bosmilieu, toch betekent het ontwerp geen aanslag op de belangrijkste karakteristieken van het omliggende natuurlijke milieu; de gedeelten die betrokken zijn bij het ontwerp hebben alleen een beperkt belang als bosbouwgebied en zijn bovendien al sterk ontbost. Tenslotte is deze invloed erg marginaal in verhouding tot het bosoppervlak in het referentiegebied, in verhouding tot het aantal gecreëerde jobs (de socio-economische invloed van het ontwerp moet zich vertalen in de creatie van zo'n 280 arbeidsplaatsen op de site) en in verhouding tot de economische ontwikkeling die wordt gegenereerd door de lokalisering ervan en de hiervoor opgesomde troeven.

Wat enerzijds de geuite klachten betreft, en het advies van de CWEDD anderzijds, met betrekking tot :

- de secundaire gevolgen van de inrichtingen op de omgeving, onderzocht op lange termijn,
- de ontbossing van de bergkam ten noorden van de bosbouw as Bütgenbach-Saint-Vith,
- de constructie van gebouwen op de bergkammen,
- de continuïteit van de beboste gordel, vooral met betrekking tot het zuidelijke deel van de site,
- de aanslag op het toeristische belang van het gebied,
- de aanslag op het typische landschap van de Ardennen,

zoals ook voorgesteld door de CRAT, verplicht de Regering dat in het CCUE expliciet maatregelen bepaald moeten worden voor de landschappelijke inrichtingen die bijdragen aan de integratie van het gebied in de bestaande bebouwde en onbebouwde ruimtes.

- Toelaatbare activiteiten

Wat de specialisatie van het gebied betreft, zelfs indien een reclamant van mening is dat de voorwaarden, bepaald in het bijkomende voorschrift, niet precies genoeg zijn, is de CRAT het eens met de Regering dat versterken, in situ, van een bestaande specialisatie in de bosbouw, gelegen midden in de Hoge Venen, relevant is gezien de nabijheid van het materiaal.

- Geluidsoverlast

Wat de klachten betreft met betrekking tot lawaaioverlast, veroorzaakt door het verkeer, die zeker zal toenemen door het omhakken van de bomen voor de uitvoering van het gebied, moet de CCUE nuttige maatregelen bepalen om deze overlast voor de bewoners te verminderen.

- Toegankelijkheid en multimodaliteit

Als het gebied niet langer aangesloten is op de spoorweg, kunnen de ondernemingen die toelating krijgen zich hier te vestigen, gebruik maken van de diensten van de multimodale platformen van Luik-Bierset en Luik Renory;

De effectenstudie vestigt er de aandacht op dat door het ontwerp het verkeer naar de E42 via de N659 zal toenemen.

Om veiligheidsredenen stelt de studie voor de toegang tot het gebied mogelijk te maken vanaf de RN659 en de aansluiting daarvan met de RN62 opnieuw in te richten.

Het CCUE zal onderzoeken wat de doeltreffendste wijze is om de verkeersproblemen in de buurt en op de site op te lossen, door toevoeging toe te laten van bijkomend verkeer, gegenereerd door de inplanting van de bedrijfsruimte.

- Waterstelsels

Wat enerzijds de bescherming van de bronnen en de bescherming van de lagen betreft, en het beheer van afvalwater anderzijds, moet het CCUE, gelet op de goede kwaliteit van de waterlopen, beschermende en beheermaatregelen bepalen om het beheer van afvloeiend water en van afvalwater, gegenereerd door de productieprocessen, te garanderen.

- Toerisme

Een reclamant is van mening dat het ontwerp geen rekening houdt met de toeristische roeping van de Hoge Ardennen en dat de constructie van gebouwen op de bergkammen een invloed zal hebben op het toerisme.

De Regering stelt vast dat de bebouwde omgeving van de site dit aspect al negatief beïnvloedt. Om deze situatie te verbeteren, moet het CCUE de afzondering garanderen van het bestaande gebied en van het nieuwe gebied, en de integratie daarvan in de bebouwde en onbebouwde omgeving, wat moet toelaten om het toeristische belang van de streek te vrijwaren en de perceptie van de huidige site te verbeteren.

Begeleidende maatregelen

Overwegende dat artikel 46, § 1, lid 2, 3° van het CWATUP voorziet dat de opnemings van een nieuwe bedrijfsruimte ofwel de herbesteding impliceert van de afgedankte bedrijfsruimtes, ofwel andere maatregelen ten gunste van de milieubescherming, ofwel een combinatie van de beide begeleidende maatregelen;

Overwegende dat de begeleidende maatregelen afhankelijk moeten zijn, enerzijds van de intrinsieke milieukwaliteit van de door de verstedelijking getroffen perimeter, en anderzijds van de objectieve toepassing van deze begeleidende maatregelen;

Overwegende dat het herstel van afgedankte bedrijfsruimtes een belangrijke deel vormt van deze begeleidende milieumaatregelen;

Overwegende dat de Regering in het kader van de begeleidende maatregelen voor onderhavige herziening van het gewestplan, het herstel overweegt van een aantal afgedankte bedrijfsruimtes;

Overwegende dat bij het evalueren van de verhouding tussen de begeleidende maatregelen en de projecten voor de bestemming van de nieuwe bedrijfsruimtes, er redelijkerwijs rekening gehouden moet worden, enerzijds met de verschillende invloed van de afgedankte bedrijfsruimtes, afhankelijk van hun ligging en hun vervuiling, en anderzijds met de milieu-invloed ten gevolge van de aanleg van een nieuwe bedrijfsruimte, die wisselt al naargelang de karakteristieken en de ligging ervan; dat dientengevolge met het oog op de naleving van het principe van de proportionaliteit een zwaar herstel meer moet wegen dan het herstel van een minder vervuilde site, dat de invloed van voor het milieu gunstige maatregelen moet worden beoordeeld in functie van de gevolgen die men redelijkerwijs mag verwachten en dat deze maatregelen van meer of minder belang moeten zijn naarmate de aanleg van het nieuwe gebied een aanzienlijke of minder aanzienlijke invloed heeft op het milieu;

Overwegende dat in dit geval en bij gebrek aan elementen die toelaten objectieve factoren te bepalen om dit gewicht en deze invloed te meten, de Regering het relevant vindt om, met de bedoeling zeker de voorschriften na te leven van artikel 46, § 1, lid 2, 3° van het CWATUP en met de bedoeling om in zover redelijkerwijs mogelijk de afgedankte bedrijfsruimtes te herbesteden, deze tekst strikt te interpreteren, en een sleutel toe te passen overeenstemmend met ongeveer een m² herbesteding van de afgedankte bedrijfsruimte voor een m² ruimte die niet bestemd is voor bewoning en die voortaan bestemd wordt voor de economische activiteit (na aftrek evenwel van de oppervlakten die voorheen werden bestemd voor de economische activiteit en die opnieuw geklasseerd worden als gebieden die niet bestemd zijn voor bewoning);

Overwegende dat de begeleiding die is voorzien in artikel 46, § 1, lid 2, 3° van het CWATUP op gewestniveau beoordeeld kan worden; dat aangezien het onderhavige ontwerp kadert in een prioritair plan dat tot doel heeft in het hele gewest nieuwe ruimtes te bestemmen voor economische activiteiten, de voornoemde sleutel dus globaal toegepast kan worden en de compensatie kan gebeuren tussen alle oppervlakten die onttrokken zijn aan gebieden die niet bestemd zijn voor bewoning om te worden bestemd voor de economische activiteit (na aftrek evenwel van de oppervlakten die voorheen bestemd waren voor de economische activiteit en die opnieuw geklasseerd worden als gebieden die niet bestemd zijn voor bewoning) enerzijds, en alle oppervlakten van de afgedankte bedrijfsruimtes, anderzijds;

Overwegende evenwel dat met het oog op een billijke geografische verdeling, het relevant lijkt om, aangezien de nieuwe ruimtes die het prioritair plan bestemt voor de economische activiteit, verdeeld zijn over het hele grondgebied van het gewest, erover te waken dat de SAED (afgedankte bedrijfsruimte) ook op een evenwichtige manier worden verdeeld;

Overwegende dat om deze doelstelling te verwezenlijken het gewest werd ingedeeld in vijf evenwichtige en geografisch homogene sectoren; dat het onderhavige ontwerp ingedeeld werd in een geheel van ontwerpen (Stavelot - Ster, Saint-Vith, Theux - Laboru, Neufchâteau - Longlier en La Roche-en-Ardenne - Beausaint);

Overwegende dat met betrekking tot de begeleidende maatregelen, de Regering beslist om rekening te houden met de herbestemming van de volgende sites :

| | |
|---------------------|--|
| — AARLEN | Vestigingen Neu |
| — BERTRIX | Werkplaats NMBS |
| — BOUILLON | Gezondheidscentrum |
| — EUPEN | Slachthuis van Eupen |
| — EUPEN | Spinnerij Peters |
| — LIERNEUX | Werkplaatsen voor herstellingen NMVB |
| — MALMEDY | Bioscoop Europe |
| — MALMEDY | Brouwerij Lepique |
| — MANHAY | Buurtstation |
| — MARCHE-EN-FAMENNE | Carrosserie Delooz |
| — MARTELANGE | Leisteengroeve "an der Laach" |
| — NEUFCHATEAU | Molen Klepper |
| — STAVELOT | Bottelarij Duk'eau |
| — STAVELOT | Leerlooierij la Foulerie |
| — THEUX | Molen Buche |
| — THEUX | Bodart et Gonay |
| — THEUX | Riemenbedrijf Lemoine |
| — THEUX | Leerlooierij Dubois |
| — TROIS-PONTS | Overdekte dierenmarkt |
| — VIELSALM | Les Doyards |
| — WEISMES | Station van Sourbrodt |
| — WELKENRAEDT | Ceramic |
| — LA LOUVIERE | Sars Longchamps 3 en spoorwegwerkplaats |
| — LA LOUVIERE | Plaatijzerindustrie van La Louvière |
| — LA LOUVIERE | Metaalconstructies Charly Gobert |
| — LA LOUVIERE | Werkplaatsen Henin SPRL Spiltoir Rappez Hecq |
| — LA LOUVIERE | Fosse du Bois |
| — LA LOUVIERE | St-Patrice |
| — LA LOUVIERE | Molen Dambot |
| — LA LOUVIERE | Werkplaatsen van La Louvière-Bouvy |
| — LA LOUVIERE | Fabriek Ubell |
| — LA LOUVIERE | Boutenfabriek Boël |
| — LA LOUVIERE | Spoorweg van de glasblazerijen |
| — LA LOUVIERE | Lijn NMVB 82 Houdeng-Maurage |
| — LA LOUVIERE | Lijn NMVB 90 NMBS 114 Trivières-St Vaast |
| — LA LOUVIERE | Plastiques de la Louve |
| — LA LOUVIERE | Glaverbel |
| — LA LOUVIERE | Ideal standard |
| — LA LOUVIERE | Gemeentelijke regie |
| — LA LOUVIERE | (Glasblazerij Mitant des Camps) |
| — PONT-A-CELLES | Arsenaal NMBS |
| — LA LOUVIERE | St-Julien |
| — CHARLEROI | n°4 Martinet (hof) |
| — CHARLEROI | n°4 Martinet |
| — CHARLEROI | Staalfabriek Leonard Giot |

die min of meer een gelijkwaardige oppervlakte innemen;

Overwegende dat met betrekking tot de maatregelen die gunstig zijn voor de milieubescherming, zoals ook benadrukt door de CWEDD, artikel 46, § 1, lid 2, 3° van het CWATUP, niet toelaat om de beschermende maatregelen op te nemen die zich opdringen in toepassing van hetzij het CWATUP, hetzij een andere van kracht zijnde reglementering; dat de Regering toch wenst te onderstrepen dat met het oog op een gewaarborgde milieubescherming zij parallel met de uitvoering van het prioritair plan waarin onderhavig besluit kadert, een nieuw artikel 31bis van het CWATUP heeft goedgekeurd, dat voorschrijft dat elke nieuwe bedrijfsruimte vergezeld moet gaan van een CCUE om de compatibiliteit van het gebied met zijn omgeving te garanderen;

Overwegende dat in onderhavig geval het CCUE aangevuld zal worden met specifieke maatregelen die verder gaan dan wat wordt voorgeschreven in artikel 31bis van het CWATUP en de rondzendbrief inzake de toepassing ervan van 29 januari 2004, om een betere bescherming van het milieu te garanderen (behoud van toevluchtsoorden en ecologische overgangsgebieden): dat deze specifieke maatregelen beschouwd moeten worden als gunstige maatregelen voor het milieu, die dienen als aanvulling van de maatregelen tot herbesteding van de SAED, in toepassing van artikel 46, § 1, lid 2, 3°, van het CWATUP;

Overwegende dat er aldus meer dan voldoende voldaan wordt aan de verplichting die wordt opgelegd door dit artikel;

CCUE

Overwegende dat in uitvoering van artikel 31bis van het CWATUP, er een CCUE zal worden opgesteld vóór de uitvoering van het gebied, overeenkomstig de richtlijnen van de ministeriële rondzendbrief van 29 januari 2004;

Overwegende dat de CWEDD in haar verschillende adviezen een reeks algemene aanbevelingen heeft gedaan met betrekking tot de eventuele uitvoering van de ontwerpen, meer bepaald met betrekking tot het beheer van water, lucht, afval, grondverplaatsingen, de opvolging van landbouwbedrijven die worden getroffen door de ontwerpen, mobiliteit en toegankelijkheid, landschappelijke integratie en integratie van de beplanting;

Overwegende dat de Regering deze aanbevelingen heeft voorzien, eerst door het Parlement voor te stellen artikel 31bis van het CWATUP goed te keuren, dat bepaalt dat de nieuwe bedrijfsruimtes het voorwerp moeten uitmaken van een CCUE, daarna door de inhoud van dit CCUE te bepalen in de rondzendbrief van 29 januari 2004;

Overwegende dat bepaalde aanbevelingen die werden geformuleerd door de CWEDD preciseringen bevatten die relevant lijken, hetzij in het algemeen, hetzij voor het onderhavige ontwerp, in functie van de karakteristieken die hiervoor werden beschreven; dat ze door de redacteur opgenomen moeten worden in het CCUE;

Overwegende dientengevolge dat het CCUE in elk geval de hierna opgesomde verschillende elementen moet bevatten :

- de genomen maatregelen voor een adequate behandeling van het waterbeheer, meer bepaald het afvalwater;
- de maatregelen om het te creëren gebied af te zonderen, meer bepaald om de visuele invloed van de ontbossing van de bergkam ten noorden te verminderen;
- de maatregelen voor de landschappelijke inrichtingen die moeten bijdragen aan de integratie van het bestaande gebied en het te creëren gebied in de bestaande bebouwde en onbebouwde ruimtes.
- de maatregelen met betrekking tot de interne en externe mobiliteit van het gebied, van goederen en personen, met inbegrip van de beveiliging van voorbehouden ruimtes voor het fiets- en voetgangersverkeer;
- de nuttige maatregelen om overlast te verminderen die wordt veroorzaakt door het verkeer en die zeker zal toenemen door het omhakken van de bomen voor de uitvoering van het gebied, meer bepaald voor de bewoners;

Conclusie

Overwegende dat uit al deze ontwikkelingen volgt dat het onderhavige ontwerp het meest geschikte is om met naleving van de doelstellingen, bepaald in artikel 1 van Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, te voorzien in de behoeften aan ruimtes voor economische activiteit in het betrokken referentiegebied;

Na overleg,

Op voorstel van der Minister voor Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Milieu,

Besluit :

Artikel 1. De Regering keurt de herziening van het gewestplan definitief goed, bestaande uit de opneming op het grondgebied van de gemeente Amblève (Kaiserbaracke) als uitbreiding van de bestaande bedrijfsruimte (blad 56/2N) van een industriële bedrijfsruimte.

Art. 2. Volgend bijkomend voorschrift met merk *S 20, is van toepassing in de industriële bedrijfsruimte die bij dit besluit in het gewestplan zijn opgenomen :

« In de industriële bedrijfsruimte met merk *S 20 mogen zich enkel grote bedrijven vestigen en bedrijven die actief zijn in de houtsector en de agrovoedingssector ».

Art. 3. De herziening wordt goedgekeurd in overeenstemming met het plan in bijlage.

Art. 4. Het CCUE, opgesteld overeenkomstig artikel 31bis van het CWATUP, omvat in elk geval de volgende verschillende elementen :

- de genomen maatregelen voor een adequate behandeling van het waterbeheer, meer bepaald het afvalwater;
- de maatregelen om het te creëren gebied af te zonderen, meer bepaald om de visuele invloed van de ontbossing van de bergkam ten noorden te verminderen;
- de maatregelen voor de landschappelijke inrichtingen die moeten bijdragen aan de integratie van het bestaande gebied en het te creëren gebied in de bestaande bebouwde en onbebouwde ruimtes;
- de maatregelen met betrekking tot de interne en externe mobiliteit van het gebied, van goederen en personen, met inbegrip van de beveiliging van voorbehouden ruimtes voor het fiets- en voetgangersverkeer;
- de nuttige maatregelen om overlast te verminderen die wordt veroorzaakt door het verkeer en die zeker zal toenemen door het omhakken van de bomen voor de uitvoering van het gebied, meer bepaald voor de bewoners.

Art. 5. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Namen, 22 april 2004.

De Minister-president,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Milieu,
M. FORET

Het plan ligt ter inzage bij het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, rue des Brigades d'Irlande 1, te 5100 Jambes, en bij het betrokken gemeentebestuur.

Het advies van de CRAT wordt hieronder bekend gemaakt.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2004/27121]

22 AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur Stavelot-Malmedy-Saint-Vith du plan en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte à Saint-Vith (Crombach), en extension de la zone d'activité économique mixte de Saint-Vith II (planche 56/2S), de la désaffectation d'une zone d'activité économique existante à Saint-Vith (Crombach) et de son inscription en zone agricole (planche 56/2)

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 22, 23, 30, 35, 37, 41 à 46 et 115;

Vu le Schéma de développement de l'espace régional (SDER) adopté par le Gouvernement le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 novembre 1979 établissant le plan de secteur de de Malmedy-Saint-Vith, notamment modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 mai 1991;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2002 décidant la révision du plan de secteur de Stavelot-Malmedy-Saint-Vith et adoptant l'avant-projet de modification de plan en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte à Saint-Vith (Crombach), en extension de la zone d'activité économique existante de Saint-Vith II (planche 56/2S);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2003 adoptant le projet de révision du plan de secteur de Stavelot-Malmedy-Saint-Vith de plan en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte à Saint-Vith (Crombach), en extension de la zone d'activité économique existante de Saint-Vith II (planche 56/2S) et d'une zone agricole (planche 56/2);

Vu les réclamations et observations, émises lors de l'enquête publique qui s'est déroulée à Saint-Vith entre le 3 novembre et le 17 décembre 2003, qui portent sur les thèmes suivants :

- l'impact sur la fonction agricole;
- l'impact foncier;
- l'impact sur l'emploi;
- l'impact sur le tourisme;
- l'accessibilité au site;
- l'impact paysager et les nuisances;
- la pertinence du terrain;
- les alternatives de localisation et de délimitation;

Vu l'avis favorable assorti de conditions du conseil communal de Saint-Vith du 28 janvier 2004;

Vu l'avis favorable conditionné relatif à la révision du plan de secteur de Stavelot-Malmedy-Saint-Vith de plan en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte à Saint-Vith (Crombach), en extension de la zone d'activité économique existante de Saint-Vith II (planche 56/2S) de la désaffectation d'une zone d'activité économique existante et de son inscription en zone agricole (planche 56/2), émis par la CRAT le 26 mars 2004;

Vu l'avis favorable assorti de remarques et de recommandations rendu par le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable en date du 4 mars 2004;

Validation de l'étude d'incidences

Considérant que, dans sa décision du 18 septembre 2003, le Gouvernement a estimé que l'étude d'incidences comprenait la totalité des éléments nécessaires à l'appréciation de l'opportunité et de l'adéquation du projet et l'a, dès lors, considérée comme complète;

Considérant que la CRAT, quoiqu'elle relève une série de faiblesses, d'erreurs et de lacunes, estime la qualité de l'étude d'incidences satisfaisante;

Considérant que le CWEDD, quoiqu'il relève certaines imprécisions et lacunes d'explication, estime la qualité de l'étude d'incidences de bonne qualité;

Considérant que les éléments complémentaires identifiés par la CRAT et le CWEDD ne font pas partie du contenu de l'étude d'incidences tel que défini par l'article 42 du CWATUP et par le cahier spécial des charges; que leur absence n'est pas de nature à empêcher le Gouvernement de statuer en connaissance de cause sur l'adéquation et l'opportunité du projet;

Considérant qu'il est pris acte des erreurs matérielles qui sont sans incidence sur le contenu de l'étude;

Considérant que l'étude d'incidences rencontre le prescrit de l'article 42 du CWATUP et du cahier des charges; que le Gouvernement est suffisamment informé pour statuer en connaissance de cause;

Adéquation du projet aux besoins

Considérant que l'objectif du Gouvernement est de répondre, à bref délai, aux besoins d'espace nécessaire à l'activité économique, estimés à l'horizon 2010;